

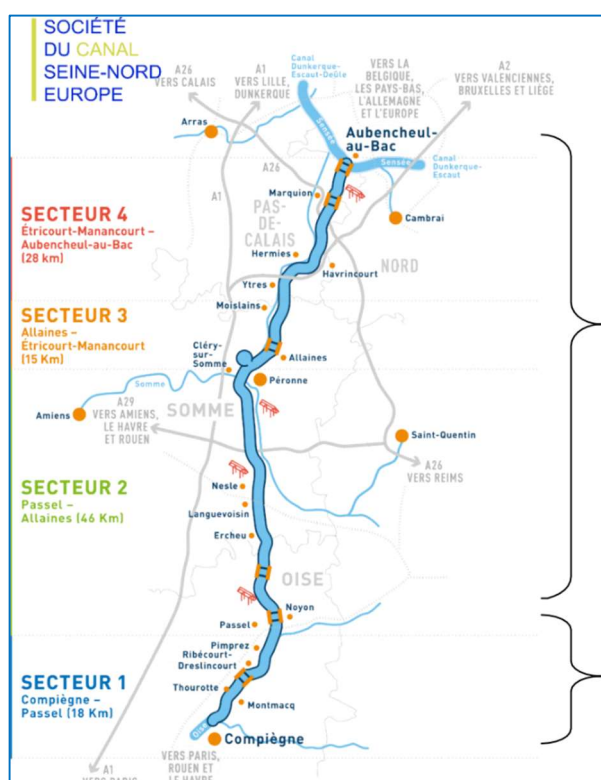


**PREFECTURE DE L'OISE**



**SOCIÉTÉ DU CANAL SEINE-NORD EUROPE**

## Enquête parcellaire complémentaire Numéro 4 Canal Seine Nord Europe Secteur 1



**RAPPORT DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR**

**1/3**

**ENQUÊTE PUBLIQUE**

**Du lundi 26 juin 2023 au jeudi 12 juillet 2023**

**RAPPORT établi par Augustin FERTE  
COMMISSAIRE ENQUÊTEUR**

Enquête parcellaire numéro 4 Secteur 1 CSNE  
Enquête publique du 26/06/2023 au 12/07/2023

# Table des matières

<b>1</b>	<b>GENERALITES – PRESENTATION DE LA PROCEDURE .....</b>	<b>4</b>
1.1	Le Cadre général .....	4
1.1.1	La part du transport fluvial dans les transports de marchandises .....	4
1.1.2	Le projet de canal Seine Nord Europe .....	4
1.2	Le cadre juridique .....	6
1.2.1	Les principales procédures administratives antérieures conduisant au transfert de propriété au profit de la SCSNE .....	6
1.2.2	– Références légales et réglementaires des enquêtes parcellaires .....	6
1.2.3	Situation foncière dans le secteur 1 et objet de l'enquête : .....	7
1.3	Environnement humain et économique .....	8
1.3.1	Contexte urbain : .....	8
1.3.2	Contexte économique .....	10
1.3.3	Le contexte humain : .....	12
1.4	L'objet de l'enquête .....	14
1.4.1	Présentation du demandeur .....	14
1.4.2	L'insertion de l'enquête dans le projet de Canal Seine Nord Europe .....	14
1.4.3	L'objet de l'enquête .....	16
1.5	- Composition et analyse du dossier d'enquête .....	19
1.5.1	Composition du dossier d'enquête .....	19
1.5.2	Analyse du dossier d'enquête .....	19
<b>2</b>	<b>ORGANISATION ET PREPARATION DE L'ENQUETE .....</b>	<b>21</b>
2.1	Désignation du commissaire enquêteur .....	22
2.2	Arrêté d'enquête publique .....	22
2.3	Réunions préparatoires .....	22
2.4	Notification aux propriétaires .....	23
2.5	Publicité de l'enquête : .....	25
<b>3</b>	<b>DEROULEMENT DE L'ENQUETE .....</b>	<b>25</b>
3.1	Déroulement de l'enquête .....	25
3.2	Observations recueillies au cours de l'enquête .....	25
3.3	Procès-verbal de synthèse : .....	26
<b>4</b>	<b>ANALYSE DES OBSERVATIONS ET REPONSES DE LA SOCIETE DU CSNE : .....</b>	<b>26</b>
<b>5</b>	<b>ANALYSE GENERALE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR .....</b>	<b>31</b>

## **PREAMBULE**

### **Le Contexte de l'enquête**

Le Canal Seine Nord Europe (CSNE) est un projet européen pour le report modal vers le fluvial, résultant d'une décision d'exécution du 27 juin 2019 parue au Journal Officiel de l'Union Européenne.

La réalisation du CSNE a été confiée à un établissement public local, « la Société du Canal Seine Nord Europe » (SCNSE) créé en 2017 et financée par les collectivités suivantes :

- La Commission Européenne,
- L'Etat Français,
- La Région Hauts de France
- Les Départements de la Somme, du Nord, du Pas de Calais et de l'Oise.

Afin de réaliser les travaux d'aménagement du Canal, la Société du Canal doit maîtriser le foncier et devenir propriétaire des terrains concernés par la réalisation du projet et les travaux connexes nécessaires.

L'article 8 de l'ordonnance n° 2016-489 du 21 avril 2016 relative à la Société du Canal Seine-Nord Europe prévoit que la SCSNE peut acquérir au nom de l'Etat, au besoin par voie d'expropriation, les biens de toute nature, immobiliers et mobiliers, nécessaires à la réalisation de l'infrastructure concerné.

### **La situation foncière et la justification de cette enquête parcellaire complémentaire :**

La SCSNE est juridiquement propriétaire de l'emprise du secteur 1, suite aux trois enquêtes parcellaires suivantes :

#### **► Enquête parcellaire N°1 :**

- 14 octobre au 14 novembre 2019, avec avis favorable du commissaire enquêteur,
- Arrêté de cessibilité du 6/06/2020,
- Ordonnance d'expropriation du 7/09/2020.

#### **► Enquête parcellaire N°2 :**

- Du 3 au 21 janvier 2022, avec avis favorable du commissaire enquêteur,
- Arrêté de cessibilité du 28/04/2022,
- Ordonnance d'expropriation du 16/09/2022.

La vérification des procédures a confirmé que l'intégralité des parcelles concernées par le projet et les travaux connexes a bien été intégrée dans les deux premières enquêtes parcellaires.

Les première et seconde enquêtes correspondaient à des emprises à maîtriser après études de niveau AVP.

#### **► Enquête parcellaire N°3 :**

- Du 28 novembre 2022 au 13 décembre 2022, avec avis favorable du commissaire enquêteur,

Certaines parcelles ont, en effet, fait l'objet à la suite des deux premières enquêtes parcellaires de :

- Confusion entre domanialité publique et privée,
- Ou non individualisation de ponts et du parking de Thourotte.

Ces confusions et non individualisations ont justifié une troisième enquête parcellaire (seconde complémentaire) pour opérer les rectifications nécessaires.

► Enquête parcellaire N°4 :

L'enquête parcellaire n°4 sur le secteur 1 portera à la fois :

- Sur des régularisations foncières : successions non réglées
- Sur des nouveaux besoins pour la réalisation des travaux.

## **1 GENERALITES – PRESENTATION DE LA PROCEDURE**

### **1.1 Le Cadre général**

#### **1.1.1 La part du transport fluvial dans les transports de marchandises**

La part modale du transport fluvial au niveau **de l'Union Européenne à 27** était de **6,1 %** en 2019, ce qui la plaçait derrière le transport routier (76,3 %) et le transport ferroviaire (17,6 %).

Avec 8 500 km de voies fluviales, la France possède le plus long réseau de voies navigables d'Europe. Ce réseau, couplé au positionnement du pays (au carrefour de l'Europe), ainsi qu'à ses multiples ports, offrent un immense potentiel de développement au fret fluvial en France.

Toutefois, malgré les 18 millions de passagers et les 29,7 millions de tonnes de marchandises transportées en 2018, la part française du transport fluvial reste faible. En 2017, cette part ne représentait que 1,9% du fret, contre 88,5% pour le transport routier [2], là où elle dépasse déjà les 7%, en moyenne, chez nos voisins européens.

Mais après constatation de la saturation des réseaux routiers et aériens, et cherchant des réponses aux défis énergétiques actuels, le gouvernement français ainsi que l'UE ont décidé de parier sur les nombreux atouts du transport fluvial.

Ainsi, avec seulement 8 milliards de tonnes-kilomètres transportées chaque année, là où l'Allemagne en transporte 8 fois plus, le potentiel de croissance économique du transport fluvial se veut prometteur pour les années à venir en France [11].

De même, il est certain que l'utilisation du fret fluvial permettrait une minimisation de l'impact de notre économie moderne sur l'environnement. Cependant, bien que le transport fluvial semble voué à s'ancrer comme axe stratégique de la transition écologique actuelle, les travaux de modernisation des infrastructures, estimés à 240 millions d'euros par an pour une durée de 10 ans, restent conséquents

#### **1.1.2 Le projet de canal Seine Nord Europe**

Le Canal Seine-Nord Europe, grand projet d'aménagement du territoire alliant performance technique, respect de l'environnement et sécurité, va relier Compiègne, dans l'Oise, à Aubencheul-au-Bac, dans le Nord, d'ici 2030.

Ce grand chantier est un investissement de plus de 5 milliards d'euros financé par l'Union européenne, la France et les Collectivités territoriales qui pilotent la Société du Canal Seine-Nord Europe (SCSNE), établissement public qui en assure la maîtrise d'ouvrage.

Canal à grand gabarit, le Canal Seine-Nord Europe pourra accueillir des péniches mesurant jusqu'à 185 mètres de long et 11,40 mètres de large.

## **Ce projet de Canal à grand gabarit vise les 5 objectifs suivants**

### **1) Relier le réseau fluvial français au réseau européen à grand gabarit**

Ce canal à grand gabarit de 107 kilomètres de long est un maillon essentiel de la liaison fluviale Seine-Escaut, qui connectera le réseau français aux 20 000 km de voies européennes. Il permettra ainsi le développement du fluvial, solution écologique de transport de marchandises, et facteur de compétitivité des productions et d'attractivité des territoires.

Grâce à Seine-Escaut, le bassin de la Seine sera désenclavé : les grands bateaux pourront librement circuler vers et depuis le nord de la France et de l'Europe permettant de bénéficier de l'ensemble des atouts de la voie d'eau : coûts de transport réduits et faibles émissions de gaz à effet de serre par la massification sur de grands bateaux.

### **2) Développer le transport fluvial, mode de transport écologique et offre de logistique massifiée**

Les bateaux grand gabarit peuvent en effet transporter jusqu'à 4 400 tonnes de marchandises chacun, soit l'équivalent de 220 camions. Ainsi, le passage d'un convoi fluvial de 4 400 tonnes toutes les 1/2h équivaut à un camion toutes les 5 secondes.

Quelques années après sa mise en service, le Canal Seine-Nord Europe permettra d'acheminer de l'ordre de 17 millions de tonnes de marchandises par an et de réduire le trafic routier de 1 million de poids-lourds en France, et même de 2,3 millions à l'échelle européenne de la liaison Seine-Escaut.

A la clé, un bilan carbone qui démontre, sur 40 ans, une économie de plus de 50 millions de tonnes de CO<sub>2</sub>. Une façon de répondre aux enjeux climatiques et énergétiques du 21<sup>ème</sup> siècle.

### **3) Renforcer la compétitivité des entreprises du territoire**

L'ouverture du Canal Seine-Nord Europe concrétisera la liaison Seine-Escaut en tant que premier réseau fluvial européen. Longue de 1 100 kilomètres de fleuves, rivières et canaux navigables à grand gabarit, Seine-Escaut constituera un grand corridor économique et écologique qui irriguera les territoires entre Le Havre, l'Île-de-France, les Hauts-de-France, Dunkerque et la Belgique.

Grâce à un mode de transport moins coûteux, massifié et plus écologique, les entreprises des territoires traversés verront leur compétitivité renforcée.

### **4) Améliorer l'attractivité des régions desservies pour de nouvelles implantations industrielles et logistiques**

La création du Cana Seine Nord Europe va constituer un facteur d'attractivité pour les entreprises, en facilitant le transport des marchandises, notamment parmi les entreprises industrielles et de logistique.

Les équipements prévus sur le tracé du secteur 1, composés notamment du port de Noyon et des différents quais, contribueront à renforcer cette attractivité.

Par ailleurs, la proximité de l'agglomération de Compiègne et de la Région d'Ile de France contribueront à l'attractivité des territoires du secteur 1.

## **5) Augmenter le potentiel des ports maritimes par de nouveaux débouchés de navigation**

Les marchandises acheminées entre le bassin parisien, les Hauts-de-France, les ports de Dunkerque, le Havre, Rouen et le nord de l'Europe pourront ainsi davantage transiter par voie fluviale, ce qui soulagera le réseau routier, saturé par les camions.

Ce transfert du routier au profit du fluvial contribuera, ainsi au développement de l'activité des ports de Dunkerque, Le Havre et Rouen.

## **1.2 Le cadre juridique**

### **1.2.1 Les principales procédures administratives antérieures conduisant au transfert de propriété au profit de la SCSNE**

Les travaux du CSNE ont été déclarés d'utilité publique par 3 décrets successifs en Conseil d'Etat :

- Le décret du 11 septembre 2008 déclarant d'utilité publique et urgents les travaux nécessaires à la réalisation du canal à grand gabarit Seine-Nord Europe et de ses aménagements connexes,
- Le décret n° 2017-578 du 20 avril 2017 modifiant le décret du 11 septembre 2008 déclarant d'utilité publique et urgents les travaux nécessaires à la réalisation du canal à grand gabarit Seine-Nord Europe et de ses aménagements connexes,
- Le décret n° 2018-673 du 25 juillet 2018 prorogeant les effets du décret du 11 septembre 2008 déclarant d'utilité publique et urgents les travaux nécessaires à la réalisation du canal à grand gabarit Seine-Nord Europe et de ses aménagements connexes.

Cette procédure administrative permet la réalisation du projet sur des terrains privés et publics.

### **1.2.2 – Références légales et réglementaires des enquêtes parcellaires**

Le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique prévoit :

#### **► La phase administrative :**

L'enquête parcellaire permet d'identifier les propriétaires et les parcelles concernées par le projet.

La prise d'un arrêté préfectoral rend, ensuite, cessible les parcelles privées et emporte transfert de gestion des parcelles publiques à la SCSNE.

► **La phase judiciaire (pouvant être concomitante à la phase administrative) :**

L'ordonnance d'expropriation transfère juridiquement à la société CSNE la propriété privée composée des biens et des droits réels immobiliers.

La possession intervient uniquement après un mois de paiement (ou consignation) des indemnités couvrant l'intégralité du préjudice causé à l'exproprié.

L'enquête parcellaire vise les deux objectifs suivants :

- La détermination des parcelles à acquérir par voie amiable ou par expropriation, en fonction de l'emprise foncière du projet.  
Deux types de parcelles peuvent être concernées :
  - Les parcelles en AFAFE qui seront acquises via l'aménagement foncier ;
  - Les parcelles situées en dehors d'un périmètre AFAFE nécessitent une acquisition directe par la SCSNE.
- La recherche des propriétaires, des titulaires des droits réels et des autres ayants-droits à indemnités (locataires, fermiers), les propriétaires n'étant tenus de les dénoncer qu'ultérieurement.

L'objet, le contenu et les modalités d'organisation des enquêtes parcellaires sont définis dans les articles suivants

- Articles L.131-1 et R.131-1 et suivants du code de l'expropriation
- Article R.131-3 du code de l'expropriation définissant le contenu du dossier de demande d'ouverture d'une enquête parcellaire adressé à la Préfecture du Département de localisation des parcelles concernées.

### **1.2.3 Situation foncière dans le secteur 1 et objet de l'enquête :**

Dans le secteur 1 (CLAIROIX à PASSEL), toutes les parcelles ont fait l'objet :

- D'un transfert de propriété privée à la SCSNE suite aux arrêtés de cessibilité du 6/06/2020 et du 28/04/2022 et aux ordonnances d'expropriation du 9/07/2020 et du 16/09/2011 ;
- D'un transfert de gestion du domaine public à la SCSNE, avec une notification au fur et à mesure des besoins.

La SCSNE est juridiquement propriétaire d l'emprise du secteur 1, suite aux deux enquêtes parcellaires suivantes :

► **Enquête parcellaire N°1 :**

- 14 octobre au 14 novembre 2019, avec avis favorable du commissaire enquêteur,
- Arrêté de cessibilité du 6/06/2020,
- Ordonnance d'expropriation du 7/09/2020.

► **Enquête parcellaire N°2 :**

- Du 3 au 21 janvier 2022, avec avis favorable du commissaire enquêteur,
- Arrêté de cessibilité du 28/04/2022,



- Ordonnance d'expropriation du 16/09/2022.

► Enquête parcellaire N°3 :

- Du 28 novembre 2022 au 13 décembre 2022, avec avis favorable du commissaire enquêteur.

La vérification des procédures a confirmé que l'intégralité des parcelles concernées par le projet et les travaux connexes a bien été intégrée dans les deux premières enquêtes parcellaires.

Certaines parcelles ont, toutefois, fait l'objet de :

- Confusion entre domanialité publique et privée,
- Ou non individualisation de ponts et du parking de Thourotte.

Ces confusions et non individualisations ont justifié une troisième enquête parcellaire (seconde complémentaire) pour opérer les rectifications nécessaires.

► Enquête parcellaire N°4 :

L'enquête parcellaire n°4 sur le secteur 1 portera à la fois :

- Sur des régularisations foncières liées à des successions non réglées et
- Sur des nouveaux besoins pour la réalisation des travaux.

Suite au courrier du Président du Directoire de la Société du Canal Seine Nord Europe à Madame La Préfète de l'Oise en date du 21 avril 2023 sollicitant l'ouverture d'une enquête parcellaire complémentaire sur le secteur 1, un arrêté préfectoral d'ouverture d'une enquête parcellaire simplifiée a été signé en date du 28 avril 2023.

## **1.3 Environnement humain et économique**

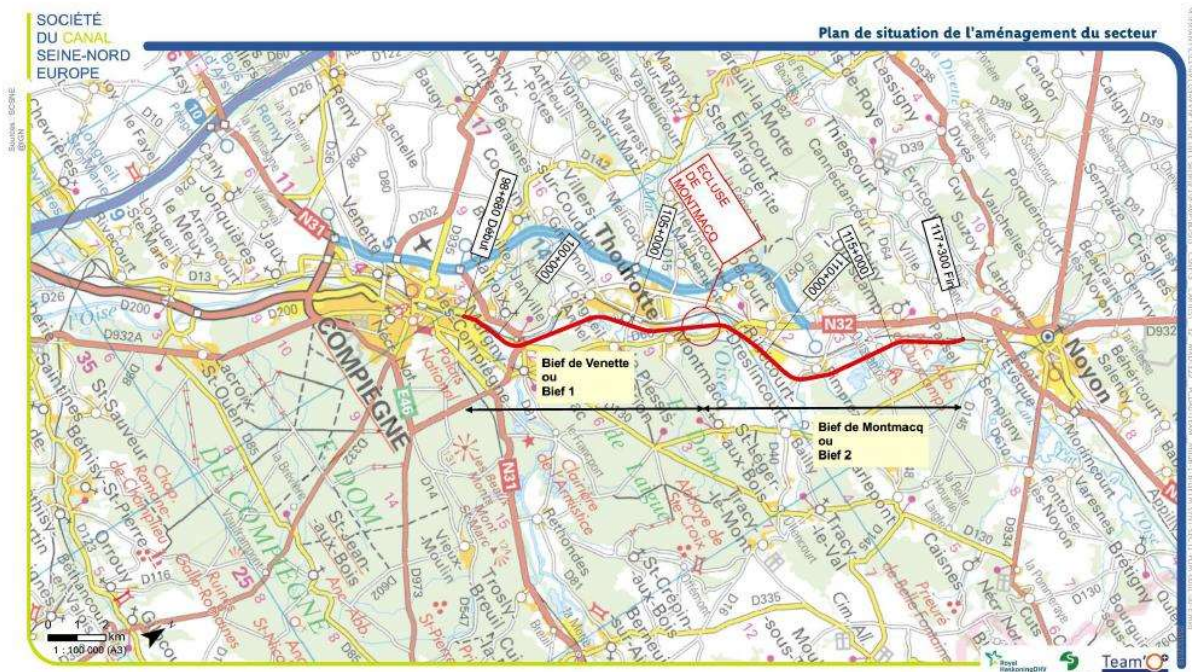
### **1.3.1 Contexte urbain :**

Le tracé du secteur 1 emprunte la Vallée de l'Oise depuis COMPIEGNE jusqu'à PASSEL où il réutilise, en partie, l'Oise navigable et le canal latéral à l'Oise. Le Canal Seine Nord Europe sur le secteur 1 se situe dans un territoire fortement urbanisé et très contraint en matière d'urbanisme.

Cet axe de transit fait l'objet de contraintes particulièrement fortes avec la co existence des axes fluviaux (Oise, CSNE et canal latéral à l'Oise), ferroviaires, avec la ligne Paris-Compiègne – Saint Quentin et la RN 32 mise à deux fois deux voies au cours de la dernière décennie. Les deux axes routier et ferroviaire, se situent toutefois à l'ouest du tracé du CSNE.

Ces contraintes sont renforcées par des sites sensibles d'un point de vue environnemental, liées à la présence de la rivière Oise et de la présence de zones humides et NATURA 2000.





- **De Janville à Thourotte**

Sur la partie sud de Janville à Thourotte, l'option retenue consiste à construire le canal Seine – Nord Europe, en « site propre », dans un étroit passage entre le canal latéral à l'Oise (au nord du tracé) et l'Oise actuelle (au sud).

Cette option nécessite de réaliser un déplacement de la rivière Oise, pour dégager la place permettant d'insérer le canal, notamment entre Montmacq et Thourotte.

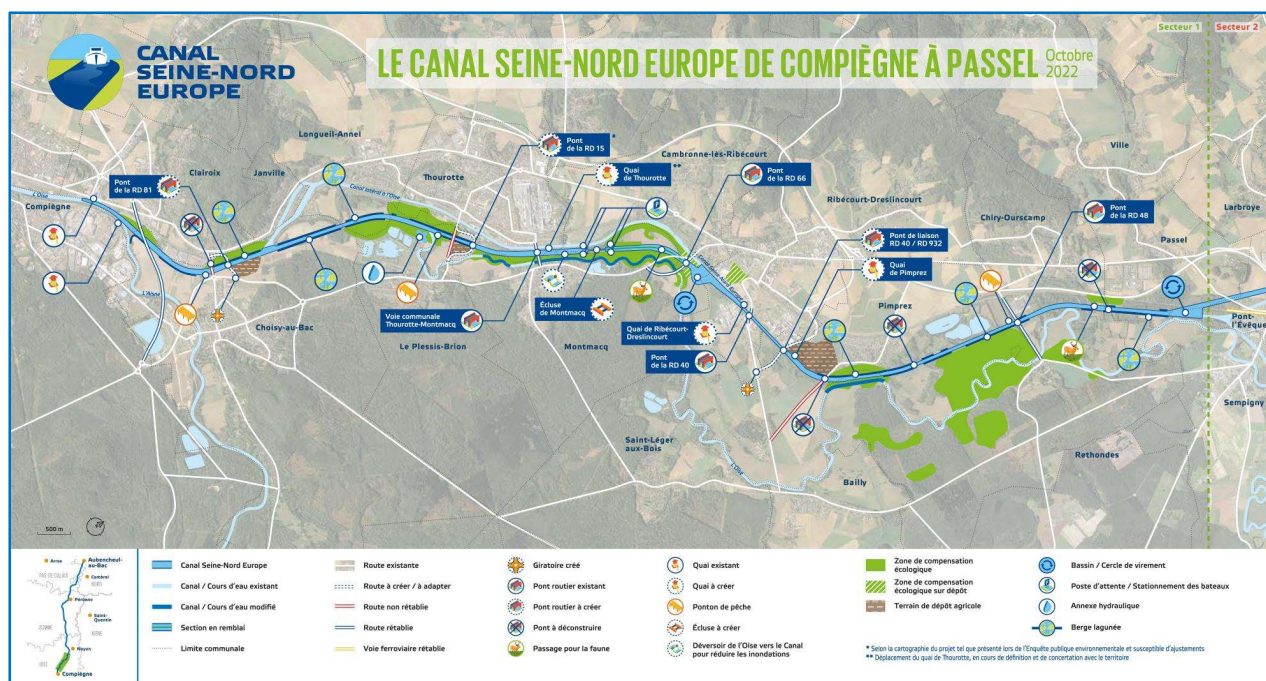
Au niveau de Thourotte – Montmacq, le tracé en site propre est en léger déblai avec des impacts paysagers très faibles. Ce tracé est aussi plus éloigné du hameau situé près de la gare et plus éloignée de la station de captage d'eau potable.

Le choix de l'option en site propre est également plus efficace vis-à-vis de la réduction des inondations et s'insère mieux dans le cadre existant.

- **De Thourotte à Noyon**

Passé le niveau de Thourotte /Montmacq avec l'implantation de l'ouvrage en site propre (avec une écluse au Nord de Montmacq), le canal Seine-Nord Europe se dirige jusqu'à Ribécourt, où il se raccorde au canal latéral à l'Oise élargi, passe au droit de Pimprez, Chiry-Ourscamp et Passel .

Le CSNE se sépare, ensuite du canal latéral à l'Oise avant Pont-l'évêque en prenant une orientation Nord- Ouest vers Noyon, où se situe la deuxième écluse du projet. Sur cette partie, le projet consiste à superposer le canal Seine Nord Europe dans le canal latéral à l'Oise en l'élargissant de 19 mètres et en l'approfondissant de 1,5 mètres jusqu'à Passel, puis le projet est aménagé en tracé neuf sur environ 2 km.



### 1.3.2 Contexte économique

Ce secteur est marqué par une activité industrielle encore importante, notamment dans les communes les plus importantes de la partie sud du CSNE, proches de Compiègne (Ribécourt, Clairoix et Thourotte notamment).

Sur la partie Nord, à proximité de Noyon, la commune de Passel accueille une zone d'activité intercommunale (Communauté de communes du Noyonnais) qui génère un nombre d'emplois importants par rapport à la taille de la commune.

Ces caractéristiques se retrouvent au niveau des indicateurs d'activité et d'emplois des actifs.

#### POPULATION PAR TYPES ACTIVITES (15-64 ans) en % en 2020

COMMUNES	Actifs en %	Actifs ayant un emploi	Chômeurs	Inactifs	dont élèves étudiants	dont retraités pré-retraités	dont autres inactifs	Taux chômage 2019
Cambronne Les Ribécourt	76	66	10	24	9	6	9	13
Chiry Ourscamp	79	68	10	22	8	6	8	13
Choisy au Bac	73	65	9	27	9	9	8	12
Clairoix	76	68	8	25	9	7	9	10
Le Plessis Brion	76	68	9	24	7	11	7	11
Longueil Annel	77	67	10	23	8	6	9	13
Montmacq	75	69	7	25	7	12	6	9
Passel	68	61	7	32	9	16	7	10
Pimprez	79	72	7	21	8	8	5	9
Pont L'Évêque	73	59	14	27	10	7	10	19
Ribécourt Dreslincourt	74	62	13	26	9	7	10	17
Thourotte	71	59	12	29	8	9	12	17
<b>MOYENNE</b>	<b>75</b>	<b>65</b>	<b>10</b>	<b>25</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>13</b>

Le taux d'actifs de l'ensemble de la population varie de 68% à 79% selon les communes, sans explications particulières en rapport avec la taille des communes et l'importance des activités présentes sur leur territoire.

Enquête parcellaire numéro 4 Secteur 1 CSNE  
Enquête publique du 26/06/2023 au 12/07/2023

Le taux d'actifs moyen est de 75% sur l'ensemble de la zone concernée.

#### INDICATEUR DE CONCENTRATION D'EMPLOI en 2020

COMMUNES	Nbre emploi dans la commune	Actifs ayant un emploi dans la commune	Indicateur de concentration d'emplois	Actifs résidant dans la commune	
				Actifs travaillant dans la commune %	Actifs travaillant dans une autre commune %
<b>Cambronne Les Ribécourt</b>	242	767	32	8%	92%
<b>Chiry Ourscamps</b>	271	511	53	16%	84%
<b>Choisy au Bac</b>	734	1 272	58	14%	86%
<b>Clairoix</b>	1 047	966	108	20%	80%
<b>Le Plessis Brion</b>	77	530	15	8%	93%
<b>Longueil Annel</b>	504	1 081	47	12%	88%
<b>Montmacq</b>	45	484	9	5%	95%
<b>Passel</b>	263	102	257	7%	93%
<b>Pimprez</b>	97	403	24	8%	92%
<b>Pont L'Evêque</b>	83	255	33	13%	88%
<b>Ribécourt Dreslincourt</b>	1 728	1 469	118	26%	74%
<b>Thourotte</b>	2 928	1 572	186	26%	74%
<b>TOTAL</b>	<b>8 019</b>	<b>9 412</b>	<b>85</b>	<b>13,5%</b>	<b>86,5%</b>
<b>MOYENNE DEPARTEMENT OISE</b>	<b>268 047</b>	<b>341 608</b>	<b>78</b>	<b>22%</b>	<b>78%</b>

Le taux de concentration d'emplois mesure le rapport entre les emplois présents sur la commune et le nombre d'actifs ayant un emploi, domiciliés dans la commune.

La commune de Passel avec la zone d'activités intercommunale de Noyon-Passel, arrive nettement en tête avec un taux de 257. Viennent ensuite les 3 communes industrialisées du sud de la zone (Thourotte, Ribécourt et Clairoix) avec des taux supérieurs à 100.

De façon globale et cumulé sur l'ensemble de la zone, le taux s'établit à 85, supérieur au taux moyen dans le département de l'Oise.

Le pourcentage d'actifs travaillant sur leur commune de résidence s'établit à 13,5% sur l'ensemble de la zone, de façon inférieure au taux moyen du département de l'Oise de 22%. Cette situation s'explique par l'absence de grand pôle urbain sur la zone et le faible volume d'emploi dans les communes rurales (hors Ribécourt, Clairoix et Thourotte).

Ce taux supérieur à 20% est naturellement plus élevé dans les communes industrialisées du sud de la zone. La commune de Passel, bien que disposant d'un nombre d'emplois important lié à la présence de la zone d'activité intercommunale, fait apparaître une faible part d'actifs travaillant dans la commune.

Cette situation s'explique par des emplois relativement spécialisés demandant des compétences et des qualifications particulières.



### Moyens de transport utilisés Domicile- Travail en 2020

COMMUNES	Voiture	Transport en commun	Autre	TOTAL
Cambronne Les Ribécourt	90	5	5	100
Chiry Ourscamps	89	3	8	100
Choisy au Bac	85	6	9	100
Clairoix	82	8	11	100
Le Plessis Brion	88	5	7	100
Longueil Annel	84	6	10	100
Montmacq	93	4	4	100
Passel	90	1	9	100
Pimprez	88	4	9	100
Pont L'Evêque	82	6	12	100
Ribécourt Dreslincourt	86	4	10	100
Thourotte	81	5	14	100
<b>MOYENNE SECTEUR 1</b>	<b>86</b>	<b>5</b>	<b>9</b>	<b>100</b>
<b>MOYENNE OISE</b>	<b>79</b>	<b>11</b>	<b>10</b>	<b>100</b>

Le recours aux transports en commun pour se rendre sur son lieu de travail varie de 1% à 8% selon les communes de la zone. Il est plus élevé dans les communes plus importantes qui sont également, le plus souvent desservies par la ligne ferroviaire « Paris- Compiègne- Noyon -Saint Quentin ».

Les plus petites communes situées à l'écart de cette ligne de transport ont logiquement, un taux d'utilisation des transports en commun plus faible.

### 1.3.3 Le contexte humain :

#### ► La population et son évolution

## POPULATION COMMUNES ENQUETE PARCELLAIRE

COMMUNES	POPULATION		
	1968	2020	Evolution
Cambronne Les Ribécourt	1 393	1 920	38%
Chiry Ourscamps	720	1 177	63%
Choisy au Bac	1 671	3 307	98%
Clairoix	1 714	2 245	31%
Le Plessis Brion	1 425	1 332	-7%
Longueil Annel	2 101	2 594	23%
Montmacq	858	1 151	34%
Passel	191	272	42%
Pimprez	426	856	101%
Pont L'Evêque	656	679	4%
Ribécourt Dreslincourt	2 754	3 683	34%
Thourotte	3 155	4 455	41%
<b>TOTAL</b>	<b>17 064</b>	<b>23 671</b>	<b>39%</b>

La zone composée de 12 communes, regroupe 23 671 habitants en 2020, soit une moyenne de 1 973 habitants par commune.

Il est possible d'identifier trois catégories de communes en fonction de leur taille :

- Les 5 communes les plus peuplées de 2 000 à 4 200 habitants, situées dans la partie sud de la zone (Clairoix, Choisy au Bac, Ribécourt-Dreslincourt, Longueil-Annel et Thourotte) ;
- 4 communes de taille moyenne de 1 000 à 2 000 habitants (Cambronne les Ribécourt, Chiry-Ourscamps, Le Plessis Brion et Montmacq) ;
- 3 plus petites communes de moins de 1 000 habitants (Passel, Pimprez et Pont l'Evêque).

### ► L'habitat

STATUT OCCUPATION LOGEMENT (Nbre de logements) en 2020								
COMMUNES	Propriétaires	Locataires	Dont logts HLM	Loués gratuits	TOTAL	% propriétaires	% locataires	% logts HLM
Cambronne Les Ribécourt	557	219	149	9	785	71%	28%	19%
Chiry Ourscamps	341	130	37	9	480	71%	27%	8%
Choisy au Bac	1 010	395	224	34	1 439	70%	27%	16%
Clairoix	667	247	114	12	926	72%	27%	12%
Le Plessis Brion	501	107	51	6	614	82%	17%	8%
Longueil Annel	691	436	228	8	1 135	61%	38%	20%
Montmacq	440	47	1	7	494	89%	10%	0%
Passel	97	16	0	2	115	84%	14%	0%
Pimprez	272	46	1	1	319	85%	14%	0%
Pont L'Evêque	187	117	66	4	308	61%	38%	21%
Ribécourt Dreslincourt	949	615	375	44	1 608	59%	38%	23%
Thourotte	1 079	886	644	29	1 994	54%	44%	32%
<b>TOTAL</b>	<b>6 791</b>	<b>3 261</b>	<b>1 890</b>	<b>165</b>	<b>10 217</b>	<b>66,5%</b>	<b>31,9%</b>	<b>18,5%</b>
<b>Moyenne Département de l'Oise</b>						<b>61%</b>	<b>37%</b>	<b>18%</b>

8 communes présentent une part de locataires supérieure à 25% (variant de 27 à 44%) (Cambronne les Ribécourt, Chiry-Ourscamps, Choisy au Bac, Clairoix, Longueil-Annel, Pont l'Evêque, Ribécourt Dreslincourt et Thourotte). Parmi ces communes, Pont l'Evêque fait un peu figure d'exception, en raison de sa taille moindre ; ce taux de locataires peut s'expliquer par la proximité de Noyon et par les effets d'une politique communale spécifique.

La part de logements HLM reflète les mêmes tendances et explique pour une large part, les taux de logements locatifs plus élevés.

A l'opposé, les 4 communes avec de faibles taux de logements locatifs présentent un parc de logements HLM très réduit, voire inexistant qui explique la faible part de locatifs.

Sur l'ensemble de la zone, le taux de logements locatifs (32%) est inférieur à celui du département de l'Oise (37%), malgré une part de logements HLM équivalente à celle du département.

## **1.4 L'objet de l'enquête**

### **1.4.1 Présentation du demandeur**

La demande d'enquête parcellaire numéro 2 est présentée par la Société du canal Seine-Nord Europe (SCSNE), établissement public de l'État à caractère industriel et commercial institué par l'ordonnance n°2016-489 et le décret n°2017-427.

La SCSNE a été officiellement mise en place avec la nomination de son directoire, intervenue par décret du 4 mai 2017. La SCSNE reprend et poursuit les études engagées par VNF1 et a pour mission d'assurer la maîtrise d'ouvrage du canal Seine-Nord Europe.

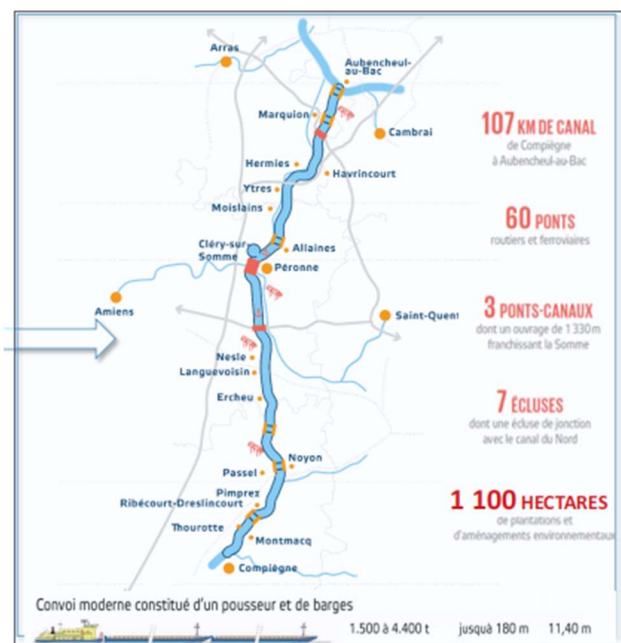
Après sa mise en service, le CSNE sera confié à VNF, qui en assurera l'exploitation.

La SCSNE est implantée au 23 place d'Armes à Compiègne (60200).

La Société du Canal Seine-Nord Europe est dirigée par un directoire qui exerce ses fonctions sous le contrôle d'un Conseil de surveillance présidé par M. Xavier BERTRAND, président de la Région Hauts-de-France.

Le signataire de la présente demande, en date du 21, avril 2023, est M. Jérôme DEZOBRY, Président du directoire de la Société du Canal Seine-Nord Europe, nommé par décret du 9 octobre 2018.

### **1.4.2 L'insertion de l'enquête dans le projet de Canal Seine Nord Europe**



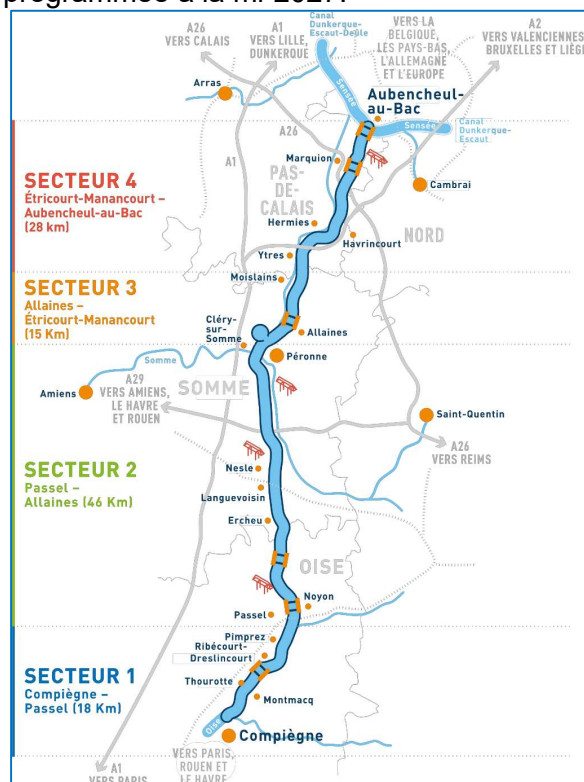
La présente enquête parcellaire s'inscrit dans le projet de canal seine Nord Europe qui s'étend sur 107 km de Compiègne à Aubancheul au Bac sur les départements de l'Oise, de la Somme, du Pas-de-Calais et du Nord.

La réalisation du canal est découpée en 4 secteurs :

Le secteur 1 de Compiègne à Passel,  
Le secteur 2 de Passel à Allaines,  
Le secteur 3 de Allaines à Etricourt-Manancourt,  
Le secteur 4 d'Etricourt- Manancourt à Aubancheul au Bac.

La présente enquête parcellaire est en totalité située dans le secteur 1 dont l'avancement et la programmation des travaux est la suivante :

- Arrêté d'autorisation environnemental délivré le 8 avril 2021,
- Premiers travaux engagés en mai 2021,
- Travaux de rescindement de l'Oise à compter de septembre 2022
- Mise en service programmée à la mi-2027.





### 1.4.3 L'objet de l'enquête

#### 1) LES JUSTIFICATIONS DE CETTE QUATRIEME ENQUETE PARCELLAIRE

Cette enquête parcellaire fait suite aux 3 enquêtes parcellaires précédentes sur le secteur 1 réalisée du 14 octobre au 14 novembre 2019 (N°1), du 3 au 21 janvier 2022 (N°2) et du 28 novembre 2022 au 13 décembre 2022 (N°3).

Les enquêtes N°1 et N°2 correspondaient à des emprises à maîtriser après études de niveau AVP.

L'enquête parcellaire N°3 visait à rectifier un certain nombre de confusions entre domanialité publique et privée et de non individualisation de ponts et du parking de Thourotte.

Cette quatrième enquête parcellaire porte sur

- Des régularisations foncières liées à des successions non réglées et
- Des nouveaux besoins et de nouvelles emprises pour la réalisation des travaux, identifiées après études complémentaires.

#### 2) SITUATION SPECIFIQUE DU DOMAINE DE PIMPREZ :

En termes de superficies des emprises incluses dans l'enquête parcellaire n°4, la principale propriété concernée est constituée par celle de la SCI LES ECAZIEUX (Domaine de Pimprez) Cette propriété d'environ 43 ha est composée de 3 étangs de pêche à la carpe.

Les deux besoins identifiés de la SCSNE sont les suivants :

- Comblement partiel des étangs pour limiter le nombre de dépôts définitifs,
- Mutualisation avec la réalisation d'un site de compensation environnementale (création de zones humides).

#### **Précisions apportées par la SCSNE dans le mémoire en réponse :**

Pour répondre aux obligations environnementales, la SCSNE doit créer des zones humides qui sont des lieux de biodiversité plus riches que des simples étendues d'eau.

A cette fin, elle a acquis et doit encore acquérir des étangs qui seront comblés partiellement avec les déblais du chantier. Ces déblais sont donc nécessaires pour transformer les étangs en zones humides tels que la réglementation les désigne. Ce comblement est partiel afin de laisser affleurer des zones d'eau plus ou moins profondes facilitant l'émergence d'une végétation aquatique ou semi-aquatique. Ces zones accueilleront une faune et une flore diversifiées où des espèces trouveront des sites adaptés pour se développer.

L'acquisition complète du site des Ecazieux constitue, de ce fait, une double opportunité :

- **D'une part pour créer des zones humides d'envergure sur les étangs existants** ainsi que sur les prairies adjacentes. Par ailleurs la création du site nécessite des investissements conséquents qui ss'amortissent mieux sur des surfaces plus importantes, à la fois en création de la zone, mais aussi en suivi à très long terme.

- **D'autre part, pour optimiser les flux de véhicules transportant les déblais au regard de la proximité du chantier.** Les volumes de matériaux de ce site sont estimés à environ 400.000 m<sup>3</sup> ce qui correspond à 10% des évacuations à prévoir sur le secteur de Compiègne à Passel. D'autres sites de compensations sont à l'étude mais celui des Eczieux est le plus proche du projet.

Dans un premier temps, un plan de gestion sera réalisé pour définir précisément les travaux à exécuter et les modalités de gestion du site. Les travaux seront ensuite effectués par la SCSNE. A l'issue des travaux, un appel à projet sera lancé pour confier la gestion du site à un organisme qualifié et spécialisé dans les milieux naturels.

La SCSNE est en cours de négociation avec le gérant du domaine, afin de se garantir la maîtrise foncière. L'objectif de la SCSNE consiste à obtenir un accord amiable avec le gérant exploitant du site.

Les 10 parcelles du domaine de Pimpres que la SCSNE envisage d'acquérir sont les suivantes :

PARCELLES DU DOMAINE DE PIMPRES PREVUES D'ACQUERIR PAR LA SCSNE EP 4					
Propriétaire	Section	N°	Nature	Lieu dit	Superficie
M MARTINY	A	186	Pré Bois Taillis	Les Eczieux	3 185
	A	187	Sol Bâtiments	3 rue des Eczieux	875
	A	188	Patures Bâtiments	Les Eczieux	4 545
	A	355	Taillis Jardin	Les Eczieux	10 000
	A	401	Patures pré	Les Eczieux	16 592
	A	402	Terre pré	Les Eczieux	11 360
SCI Les Eczieux	A	209	Pré étangs	Les Eczieux	13 965
	A	388	Terre Bois-taillis en bordure	Les Eczieux	669
	A	490	Terre Pré	La Grande pièce	44 733
	A	520	Eaux Bois-taillis en bordure	Les Eczieux	322 262
<b>TOTAL</b>		<b>11</b>			<b>428 186</b>

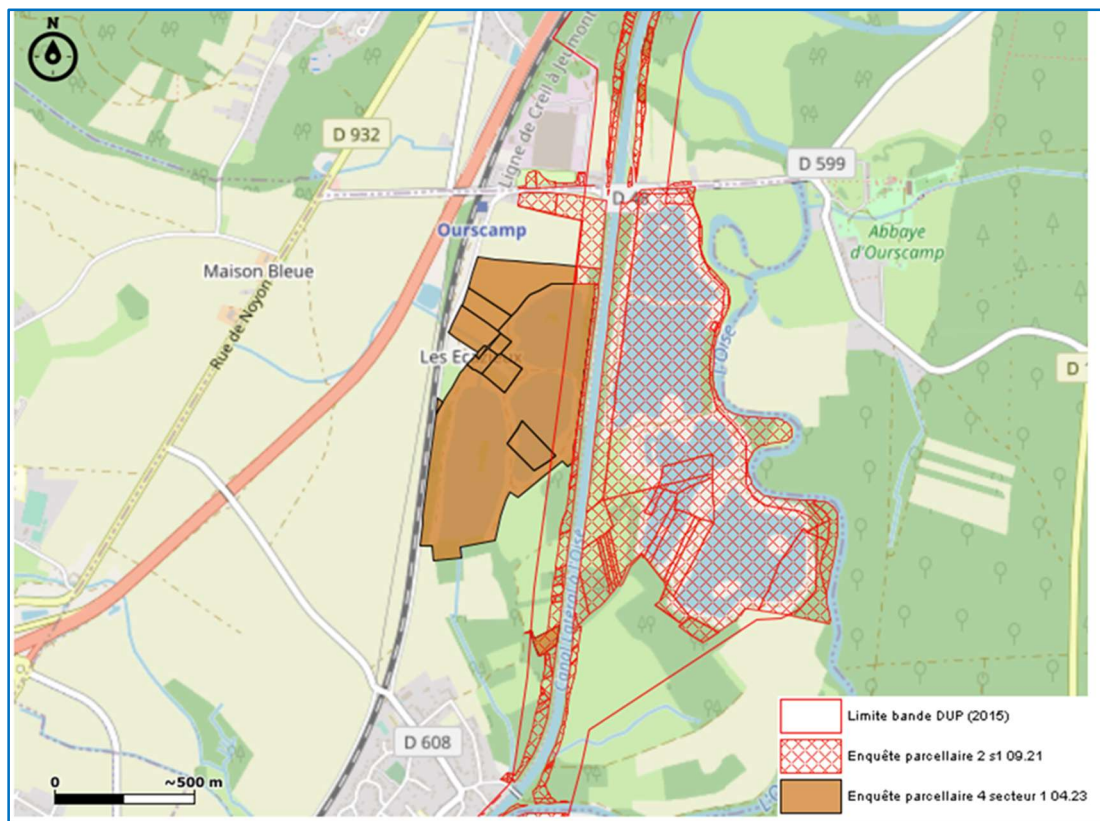
Deux autres parcelles concernent la SCI des Eczieux

- La parcelle A519 incluse dans l'EP2, fait partie du domaine des Eczieux (SCI les Eczieux) et découle de la division de la parcelle mère A488.
- la parcelle A388 qui sera également incluse dans la négociation globale avec la SCI les Eczieux.

PARCELLES DU DOMAINE DE PIMPRES PREVUES D'ACQUERIR PAR LA SCSNE						
Propriétaire	EP concernée	Section	N°	Nature	Lieu dit	Superficie
SCI Les Eczieux	EP3	A	519	Pré Bois Taillis	Les Eczieux	1 136
	A venir	A	388	Bois-taillis en bordure	Les Eczieux	669
<b>TOTAL</b>						<b>1 805</b>

La superficie totale du domaine que la SCSNE envisage d'acquérir est ainsi de 429 991 m<sup>2</sup>, soit 42 ha 99 a 91 ca en donc pré de 43 ha.

#### Plan des parcelles du domaine de Pimprez concernées par ces acquisitions de la SCSNE



#### **Observation du commissaire enquêteur :**

Cette acquisition constitue la principale opération prévue dans cette enquête parcellaire N°4 du secteur en couvrant une superficie de 43 ha.

Les deux justifications mises en avant par la SCSNE dans sa réponse au PV de synthèses sont tout à fait cohérentes et pertinentes :

- Création de zones humides d'envergure sur les étangs existants et prairies adjacentes,
- Optimisation des flux de véhicules de déblais au regard de la proximité du chantier.

L'objectif d'acquisition de la totalité du Domaine de Pimprez par la SCSNE auprès de Monsieur MARINY est sur le point de recueillir l'accord amiable de M MARIGNY. Une cession partielle de ce domaine manquerait de cohérence vis-à-vis du gérant actuels, en rendant difficilement valorisable un espace amputé.

L'objectif de la SCSNE d'une acquisition par accord amiable est tout à fait adapté à la spécificité de ce site et aux incidences sur l'arrêt de son exploitation par le gérant actuel.

J'ai pu appréhender l'étendue et l'occupation actuelle du domaine de Pimprez et évaluer la cohérence de cette démarche à l'occasion de la visite effectuée le 24 mai 2023, avec trois représentants de la SCSNE. (voir photos en annexe 7).

### 3) OBJECTIFS DE L'ENQUETE

L'enquête parcellaire vise les deux objectifs suivants :

- La détermination des parcelles à acquérir par voie amiable ou par expropriation, en fonction de l'emprise foncière du projet.  
Deux types de parcelles peuvent être concernées :
  - Les parcelles en AFAFE qui seront acquises via l'aménagement foncier ;
  - Les parcelles situées en dehors d'un périmètre AFAFE nécessitent une acquisition directe par la SCSNE.
- La recherche des propriétaires, des titulaires des droits réels et des autres ayants-droits à indemnités (locataires, fermiers), les propriétaires n'étant tenus de les dénoncer qu'ultérieurement.

## 1.5 - Composition et analyse du dossier d'enquête

### 1.5.1 Composition du dossier d'enquête

Le dossier d'enquête mis à disposition du public est composé des éléments suivants :

- L'état parcellaire des 34 parcelles concernées par l'enquête,
- Les plans parcellaires des 34 parcelles concernées,
- Note de présentation de l'enquête à l'intention des communes.

### 1.5.2 Analyse du dossier d'enquête

#### 1) -Volume de l'enquête : Nombre total de parcelles par catégories de propriétaires et par commune

Communes	Privés	SNCF	TOTAL	%
Chiry Ourscamps	10		10	29,4%
Longueuil Annel	1		1	2,9%
Montmacq	1		1	2,9%
Pimprez	14		14	41,2%
Ribécourt Dreslincourt	6	1	7	20,6%
Thourotte		1	1	2,9%
<b>Total général</b>	<b>32</b>	<b>2</b>	<b>34</b>	<b>100,0%</b>

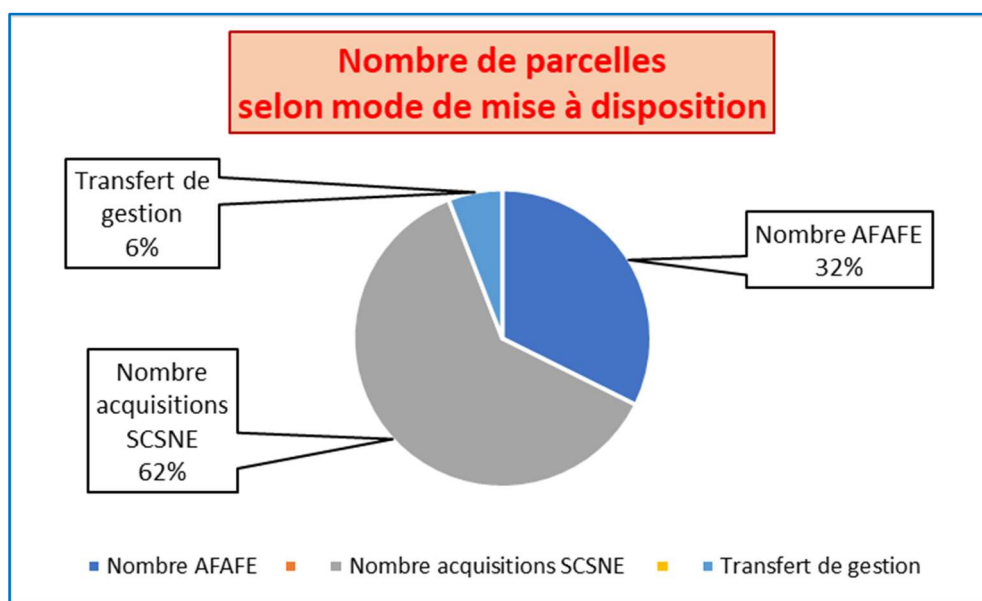
<b>Pourcentages</b>	<b>94,1%</b>	<b>5,9%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
---------------------	--------------	-------------	---------------	---------------

34 parcelles ont été recensées se répartissant entre les 2 catégories de propriétaires ci-dessus.

Les parcelles en propriété de particuliers constituent la majorité des parcelles composant cette enquête (94%). Viennent ensuite les parcelles de la SNCF 2 %).

Une majorité des parcelles est localisée sur la commune de Pimprez (14 parcelles représentant 41% du total) en raison des acquisitions liées au domaine de Pimprez (SCI des Ecazieux et Monsieur Martiny). Les communes de Chiry-Ourscamps et de Ribécourt-Dreslincourt sont ensuite, les plus concernées en termes de nombre de parcelles

Le détail des 34 parcelles figure en annexe 5 du dossier.



## 2) Superficie des parcelles concernées par commune et par catégories de propriétaires

La répartition des superficies des parcelles cumulées classée par propriétaires et par commune est la suivante :

Propriétaires	Privés	SNCF	TOTAL	%
Chiry Ourscamps	5 288		5 288	1%
Longueuil Annel	2 481		2 481	1%
Montmacq	106		106	0%
Pimprez	434 831		434 831	96%
Ribécourt Dreslincourt	9 320	140	9 460	2%
Thourotte		3 141	3 141	1%
<b>Total général</b>	<b>452 026</b>	<b>3 281</b>	<b>455 307</b>	<b>100%</b>
<b>%</b>	<b>99%</b>	<b>1%</b>	<b>100%</b>	

Cette répartition est différente de celle en nombre de parcelles. C'est ainsi, que les parcelles en propriété des particuliers pèsent plus dans le total des superficies, avec un poids de 99%.

Ce poids plus élevé est notamment lié au domaine de Pimprez en propriété de Monsieur Martiny qui représente à lui seul 96% du total des superficies de cette enquête parcellaire.

### 3) Répartition entre AFAFE, acquisitions directes par la SCSNE et transferts de gestion :

La répartition entre les parcelles en AFAFE, celles en acquisition directe et celles en transferts de gestion est la suivante :

#### Répartition AFAFE Acquisitions SCSNE

	Nombre AFAFE	Nombre acquisitions SCSNE	Transfert de gestion	TOTAL
Chiry Ourscamps	10			10
Longueuil Annel		1		1
Montmacq		1		1
Pimprez	1	13		14
Ribécourt Dreslincourt		6	1	7
Thourotte			1	1
<b>Total</b>	<b>11</b>	<b>21</b>	<b>2</b>	<b>34</b>

21 parcelles verront leur mise à disposition intervenir par le biais d'acquisitions directes par la SCSNE.

Les parcelles seront mises à disposition dans le cadre d'une AFAFE avec une prise de possession anticipée. Enfin, les deux parcelles en propriété de la SNCF feront l'objet d'un transfert de gestion, compte tenu de leur caractère de propriétés publiques.

La totalité des parcelles en AFAFE et celles en acquisitions directes sont en propriété de particuliers.

**Cette analyse du périmètre de l'enquête présentée dans les tableaux ci-dessus a été validée par la Société du CSNE dans le mémoire réponse au PV de synthèse, transmis par mail de la SCSNE en date du 7 août 2023.**

### 4) Observations du commissaire enquêteur relatives aux parcelles prises en compte dans l'enquête

La totalité des parcelles prises en compte, sont intégrées dans un objectif d'un meilleur ajustement aux besoins du chantier du CSNE qui sont mieux connus à ce stade, à la suite des études complémentaires.

La totalité des parcelles incluses dans cette enquête sont des parcelles nouvelles intégrées en totalité ou en partie.

## 2 ORGANISATION ET PREPARATION DE L'ENQUETE

## 2.1 Désignation du commissaire enquêteur

Suite au courrier du Président du Directoire de la Société du Canal Seine Nord Europe à Madame La Préfète de l'Oise en date du 21 avril 2023 sollicitant l'ouverture d'une enquête parcellaire complémentaire sur le secteur 1, Madame la Préfète de l'Oise a procédé à la désignation d'Augustin FERTE, Fonctionnaire publique territorial en retraite, en qualité de commissaire enquêteur.

Cette désignation a été notifiée dans l'arrêté d'ouverture de l'enquête parcellaire complémentaire sur le secteur 1 en date du 28 avril 2023.

## 2.2 Arrêté d'enquête publique

Les points particuliers suivants ont été pris en compte dans l'arrête préfectoral de mise à l'enquête du 28 avril 2023 signé par Sébastien LIME, Secrétaire Général de la Préfecture de l'Oise (annexe 1) :

- Organisation d'une enquête complémentaire, sur la base de la connaissance des propriétaires concernés et de l'identification précise des parcelles concernées faisant l'objet de la présente enquête dès le début de la procédure,
- Désignation d'Augustin FERTE, en qualité de commissaire enquêteur pour conduire cette enquête ;
- Ouverture d'une enquête parcellaire de 17 jours consécutifs, du lundi 26 juin au mercredi 12 juillet 2023 inclus ;
- Notification prévue à l'article R. 131-12 du code de l'expropriation faite par la Société du Canal Seine-Nord Europe, aux expropriants, par envoi recommandé avec demande d'avis de réception, individuellement à chaque propriétaire concerné ;
- Etablissement du Procès-verbal de l'opération et transmission de son avis par le commissaire enquêteur à la Préfète de l'Oise ;
- Formalisation des observations des propriétaires
  - ✓ Sur chacun des registres présents en mairie des 6 communes concernées ou
  - ✓ Par courrier au commissaire enquêteur adressé dans l'une des 6 communes concernées par l'enquête ; ces courriers étant ensuite joints aux registres d'enquête par les maires des communes concernées.

## 2.3 Réunions préparatoires

Le commissaire enquêteur a, en outre, participé à deux réunions de préparation de l'enquête :

- **Mercredi 19 avril 2023 à 14h30 à la préfecture de l'Oise à Beauvais** en présence de Marie-Françoise HEBRARD, Directrice du service foncier SCSNE, Vincent RENON, Directeur des Collectivités locales et des élections, Pascal GUILLON, chargé de mission DUP à la Préfecture de l'Oise et Franck LAPLACE, responsable foncier secteurs 2, 3 et 4, Participaient également à cette réunion en visio-conférence Nicolas DETRAUX, opérateur foncier, société SEGAT, Benjamin DERAFF, opérateur foncier, société SYSTRA et Samuel HUCHE, opérateur foncier. Société GEOFIT. (voir compte rendu en annexe 2).
- **Mercredi 24 mai 2023 à 9h00 au siège de la Société du Canal Seine Nord Europe à Compiègne**, ayant pour objet une présentation détaillée du projet de CSNE en présence de Pierre-Yves BIET, Directeur Partenariats et Territoires, Franck LAPLACE,



responsable foncier secteurs 2, 3 et 4, Duaa ALAMAT, Responsable foncier secteur 1 et de Youness ACHMANI, chargé de mission foncier secteurs 2, 3 et 4.

**Les points suivants ont été abordés au cours de la réunion du 19 avril 2023** de préparation des enquêtes parcellaires 4 du secteur 1 et enquête parcellaire 2 du secteur 2 :

- Rappel des principales caractéristiques du projet Canal Seine Nord Europe,
- Présentation des caractéristiques des enquêtes parcellaires n°4 du secteur 1 et n°2 du secteur 2 du CSNE,
- Présentation des dossiers d'enquête,
- Dispositions réglementaires et organisation des enquêtes,
- Durée des enquêtes
  - Pour l'EP 4 du secteur 1 durée de 17 jours consécutifs au siège de l'enquête en mairie de Ribécourt-Dreslincourt, du 26/06/2023 au 12/07/2023 et
  - Pour l'EP2 du secteur 2 durée de 18 jours consécutifs au siège de l'enquête en mairie de Noyon, du 12/06/2023 au 29/06/2023.
- Notification de l'ouverture de l'enquête signifiée à chacun des propriétaires concernés par la Société CSNE par courrier recommandé avec accusé de réception.

Une large partie de la réunion a été consacrée à un échange à propos des motifs, des objectifs et du contenu des enquêtes parcellaires n°4 du secteur1 et n°2 du secteur2.

**La réunion de présentation du projet du 24 mai 2023 a, notamment, permis à Pierre-Yves BIET de présenter les évolutions du projet** justifiant les emprises supplémentaires ou modifiées sur les secteurs 1 et 2, commune par commune, à l'aide d'un diaporama dynamique présentant une préfiguration du projet.

Cette réunion a été suivie et complétée par une visite du domaine de Pimprez et de deux arrêts au sud et au nord de Noyon pour évaluer la localisation du futur CSNE et mieux cerner son impact paysager.

Une visite en bateau du tracé actuel du Canal du Nord, organisée par la SCSNE, le mardi 4 juillet m'a permis de découvrir le contexte du projet et de mieux appréhender le tracé du futur CSNE.

## **2.4 Notification aux propriétaires**

Conformément à l'annonce faite lors de la réunion préparatoire, l'ouverture de l'enquête a été notifiée à chaque propriétaire concerné par courrier recommandé avec AR.

Cette notification était accompagnée d'un courrier explicatif de la procédure, d'un état parcellaire, d'un extrait du plan parcellaire présentant les parcelles concernées et d'une fiche de renseignements.

Des notifications ont été faites avec un courrier recommandé avec accusé de réception (AR) pour l'essentiel en dates du 5 et du 10 mai 2023. Des notifications complémentaires ont été effectuées en dates des 16 mai, 7 juin, 14 juin et 16 juin 2023 en raison d'informations complémentaires et notamment de nouveaux propriétaires suite à des décès identifiés.

Les décès suivants ont été identifiés à l'occasion de cette enquête et ont conduit à l'ajout de 10 propriétaires supplémentaires suite aux successions et aux indivisions créées à leur suite.

Décès identifiés à l'occasion de l'enquête				
COMMUNES DES PROPRIETES	Propriétaires décédés	Dates de décès	Nombre de parcelles concernées	Ajouts de propriétaires
CHIRY OURSCAMPS	Louis MARIEZ	20/01/1979	8	4
	Germaine BLANCHE	29/11/1985		
	Jean MARIEZ	10/01/2021	1	
PIMPREZ	Marc VASQUEZ Hélène DANIELAK	02/02/2022	1	6
<b>TOTAL</b>			<b>10</b>	<b>10</b>

Ces décès sont à l'origine de l'ajout de 10 propriétaires supplémentaires suite à la création d'indivisions.

L'envoi de ces notifications a abouti aux résultats suivants

	Propriétaires recensés dans Etat parcellaire EP 4					
Communes	Notifications reçues	Affichage pour non réception				TOTAL
		Décédé	Non retourné	NPAI	Total affichage	
CHIRY OURSCAMPS	6	2	4	1	7	13
LONGUEUIL ANNEL	1				0	1
MONTMACQ	1				0	1
PASSEL	0			3	3	3
PIMPREZ	16	2	8		10	26
RIBECOURT DRESLINCOURT	4			3	3	7
THOUROTTE	1				0	1
	29	4	12	7	23	52

Les 3 notifications aux propriétaires concernant des parcelles sur la commune de Passel n'ont pas lieu de figurer dans ce recensement, dans la mesure où les emprises sur Passel ont été regroupées dans l'enquête parcellaire N°2.

Les 23 notifications non réclamées suite aux décès, avis de recommandés non retournés et non réceptionnés en raison d'adresses non conformes (NPAI) ont toutes fait l'objet d'affichages dans les mairies concernées.

**Les notifications aux propriétaires ont été correctement effectuées et suivies par la SCSNE et l'opérateur désigné.**

## 2.5 – Publicité de l'enquête :

Conformément à l'arrêté de mise à l'enquête du 28 avril 2023, les mesures de publicité suivantes ont été mises en place préalablement à l'enquête parcellaire N°4 du secteur 1 :

- Avis dans la presse locale (Le Courrier Picard) le 12/06/2023 (8 jours avant l'ouverture de l'enquête) et le 27/06/2023 (dans les 8 premiers jours de l'enquête) Voir annexe 4 ;
- Affichage dans les 6 mairies concernées 8 jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci. Cet affichage a été confirmé par les 6 certificats d'affichage des 6 communes concernées – Voir annexe 3.

## 3 DEROULEMENT DE L'ENQUETE

### 3.1 Déroulement de l'enquête

Conformément à l'arrêté préfectoral en date du 28 avril 2023, relatif à l'ouverture de l'enquête publique parcellaire complémentaire N°4 sur le secteur 1 du projet de Canal Seine Nord Europe, les dispositions suivantes ont été prises par la SCSNE

- Notification aux 52 propriétaires concernés par des courriers individualisés, en recommandé avec Accusé de réception.
- Ouverture de l'enquête pendant 17 jours consécutifs au siège de l'enquête en mairie de Ribécourt-Dreslincourt et dans les 5 autres communes concernées, du 26/06/2023 au 12/07/2023.

Le commissaire enquêteur a, en outre, participé à deux réunions de préparation de l'enquête le 19 avril 2023 en Préfecture de l'Oise à Beauvais et le 24 mai 2023 au siège de la SCSNE à Compiègne.

Le commissaire enquêteur a reçu le public le vendredi 30 juin 2023 de 9h00 à 12h00 en mairie de Ribécourt-Dreslincourt.

La clôture de l'enquête publique a eu lieu le mercredi 12 juillet 2023, conformément à l'arrêté préfectoral d'ouverture de l'enquête parcellaire.

### 3.2 – Observations recueillies au cours de l'enquête

Nous avons recueilli

- 3 observations sur le registre d'enquête à l'occasion de la permanence du commissaire enquêteur à RIBECOURT-DRESLINCOURT
- 3 observations sur les registres de MONTMACQ, PIMPRESZ et THOUROTTE en dehors des permanences du Commissaire enquêteur.

Le commissaire enquêteur a enregistré 3 visites lors de sa permanence en Mairie de Ribécourt-Dreslincourt, le 30 juin 2023, se répartissant de la façon suivante, selon la localisation des parcelles concernées :

**Permanence de RIBECOURT-DRESLINCOURT**  
**Vendredi 30 Juin 2023**

**RECAPITULATIF DES VISITES**

Communes (localisation parcelles concernées)	visites RIBECOURT-DRESLINCOURT
Chiry-Ourscamps	1
Longueuil-Annel	1
Pimprez	1
<b>TOTAL</b>	<b>3</b>

Les 6 observations formulées par le public se répartissent de la façon suivante, en fonction des 5 thématiques abordées :

**RECAPITULATIF DES OBSERVATIONS**

Thématique des observations	Nombre d'observations					Observations détaillées
	registre Ribécourt	registre Montmacq	registre Pimprez	registre Thourotte	TOTAL	
Libération d'une parcelle incluse dans le périmètre de la DUP - hors emprise du projet (PIMPREZ)	1				1	3
Information sur l'inclusion d'une parcelle dans le périmètre du projet (CHIRY-OURSCAMPS)	1				1	3
Demandes d'informations sur le projet du CSNE (LONGUEUIL-ANNEL)	1				1	1
Opposition au projet / atteintes à l'environnement		1		1	2	2
Servitudes d'une propriété limitrophe avec le domaine des ECAZIEUX			1		1	1
<b>TOTAL</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>6</b>	<b>10</b>

### 3.3 - Procès-verbal de synthèse :

Par un message électronique en date du 26 juillet 2023, le commissaire enquêteur a adressé à la SCSNE un Procès-verbal de synthèse des observations reçues du public durant l'enquête. Ce PV de synthèse présente les questions du public et celles du commissaire enquêteur.

La SCSNE m'a ensuite transmis le lundi 7 août 2023, son mémoire en réponse aux observations et questions posées dans le procès-verbal de synthèse.

## 4 ANALYSE DES OBSERVATIONS ET REPONSES DE LA SOCIETE DU CSNE :

**Compte tenu du nombre réduit des observations et de leurs spécificités, une présentation de chacune d'entre elles a été effectuée. Des réponses propres à chacune de ces observations ont été sollicitées et apportées par la Société du CSNE.**

En vue du traitement des réponses par la Société du CSNE, le commissaire enquêteur a effectué une analyse des observations, en les regroupant en fonction de l'interlocuteur en capacité d'assurer une prise en compte des demandes des propriétaires, selon ses domaines de compétences.

C'est ainsi que les observations du public ont été regroupées selon les 2 catégories suivantes :

- Réponses aux observations du public relevant spécifiquement de la Société CSNE,
- Réponses aux observations propres au commissaire enquêteur.

La répartition des observations est la suivante :

Récapitulatif par interlocuteur des réponses							
Thématique des observations			registre Ribécourt	registre Montmacq	registre Pimprez	registre Thourotte	TOTAL
REPONSES RELEVANT DE LA SCSNE	TRANSFERT DE PROPRIETE ET MODES DE COMPENSATION	Libération d'une parcelle incluse dans le périmètre de la DUP - hors emprise du projet	1				3
		Information sur l'inclusion d'une parcelle dans le périmètre du projet (CHIRY-OURSCAMPS)	1				1
		Servitudes d'une propriété limitrophe avec le domaine des ECAZIEUX			1		1
	CONSISTANCE TRAVAUX	Opposition au projet de CSNE		1		1	1
		Simple demandes d'information	1				1
				3	1	1	1
REPONSES CONJOINTES CIAF / CDAF et SCSNE	TRANSFERT DE PROPRIETE ET MODES DE COMPENSATION	Proposition de vente directe des parcelles	1				1

#### 4.1 – Observations du public relevant des compétences de la Société CSNE :

##### Observation n°1- Messieurs Guy et Rémi BARSKI – Commune de Pimprez

Guy et Rémi BARSKI sont propriétaires en indivision de la parcelle D 831 sur la commune de Pimprez.

Cette parcelle est en limite du périmètre de la DUP du projet de CSNE, avec une partie non construite incluse dans le périmètre de la DUP.

Rémi BARSKI est propriétaire d'une habitation sur cette parcelle.

Une demande de permis de construire est en cours d'instruction par la Communauté de communes des Deux Vallées, relative à une extension de l'habitation existante.

Ce permis de construire lui est actuellement refusé par la Communauté de communes des Deux Vallées, dans l'attente de la certitude de l'exclusion définitive de l'emprise du CSNE de la parcelle D 831.

##### Réponse de la SCSNE :

L'attribution du permis de construire sollicité par Rémi BARSKI relève de la compétence et de la décision de la Communauté de communes des Deux Vallées, sur laquelle la SCSNE ne peut interférer.

Question 1 : La présente enquête parcellaire complémentaire N°4 sur le secteur 1, est-elle la dernière avant de définir définitivement le périmètre d'emprise du secteur 1 ?

Des enquêtes parcellaires complémentaires seront probablement nécessaires en fonction des ajustements techniques en phase chantier

Question 2 : Les parcelles non concernées par les EP 1 à 4 et non incluses dans le périmètre d'emprise du CSNE sont-elles libres de toute contrainte foncière ?

Périmètre du secteur 1 définitivement stabilisé uniquement au démarrage des travaux de génie civil.

les parcelles incluses dans le faisceau de la DUP ne sont pas libres de toutes contraintes foncières tant que les travaux ne sont pas achevés.

Question n°3 : La parcelle D831 est-elle définitivement libre et hors du périmètre d'emprise du CSNE ?

La parcelle D831 est définitivement libre et hors des emprises du CSNE.

La SCSNE rappelle la règle sur le plan juridique dans la réponse à la question 2 et indique sur un plan pratique et opérationnel, la possibilité de considérer cette parcelle comme libre et hors de l'emprise CSNE, dans la réponse à la question 3.

La SCSNE laisse donc la faculté et la liberté à la CC des deux Vallées d'apprécier la possibilité d'octroyer dès à présent ce permis de construire, sans trancher à la place de la CC2V.

### **Observation n°2- Monsieur Claude VERVIN – Commune de CHIRY-OURSCAMPS**

Claude VERVINS est propriétaire de deux parcelles en indivision avec la fille de sa sœur décédée sur la commune de Chiry-Ourscamps : parcelles de bois, non exploitées C1204 et C280.

D'après le plan parcellaire, la situation de ces deux parcelles vis-à-vis de l'emprise du CSNE est la suivante :

- Parcelle C 1204 incluse dans le périmètre d'emprise du CSNE ;
- Parcelle C 280 en dehors de l'emprise du CSNE.

Claude VERVIN dit n'avoir reçu aucune notification de l'inclusion de la parcelle C 1204 dans le périmètre de l'emprise du CSNE, suite aux EP1, 2 et 3.

Question 1 : Confirmation et d'une notification par la SCSNE de l'inclusion effective de la parcelle C 1204 dans l'emprise du CSNE (EP 1, 2 ou 3)

La société du canal Seine Nord Europe doit acquérir les parcelles C 1202 et 1204.

Lors de l'établissement de l'état parcellaire, les informations recueillies indiquaient que ces parcelles appartenaient à M André Vervin.

Parcelles incluses dans l'EP1 (14 octobre au 14 novembre 2019) au nom de M André Vervin et notification de l'arrêté d'ouverture de l'EP adressée à M VERVIN par lettre recommandée avec AR le 18/09/2019.

Ce propriétaire étant décédé le 19/06/1990 et sans autre indication d'éventuels héritiers, il a été procédé à un affichage en mairie de cette notification.

Suite à l'EP1, l'arrêté de cessibilité adopté le 6/07/2020 et l'ordonnance d'expropriation le 9/07/2020. Ces deux actes ont été notifiés à M Vervin, le 2 novembre 2020 par lettre recommandée avec accusé de réception.

**Commentaire CE** : Nouvelle situation d'indivision à intégrer par la SCSNE.

Question 2 : demande de Claude VERVIN d'une acquisition directe par la SCSNE compte tenu du fait qu'il s'agit d'une parcelle de bois, non exploitée.

Engagement d'une procédure de fixation judiciaire de l'indemnité de dépossession foncière.

- Parcelle C 1202 : jugement indemnitaire rendu le 19 mai 2022 et indemnité de dépossession foncière de 492.84 € consignée à la caisse des dépôts le 6/06/2023
- Parcelle C 1 : 204 : déplacement sur les lieux du juge le 22 /06/2023 et jugement attendu pour cet automne (montant indemnitaire proposé de 1 180 €).

Si les héritiers de André Vervin optent pour procédure amiable : nécessité de le faire connaître et de présenter acte de propriété.

### **Observation n°3- Monsieur RICHARD – Commune de PIMPRESZ**

Alain RICHARD est voisin du domaine de Pimpresz (Les Ecazieux) en propriété de Geoffrey MARTIGNY.

M RICHARD est propriétaire d'un pavillon situé sur les parcelles A397 et A398.

Le chemin d'accès est situé sur le domaine de Pimpresz de M MARTIGNY. Cet accès, ainsi que les réseaux d'alimentation en eau et en électricité et de téléphone font l'objet d'une servitude perpétuelle de la part de M MARTIGNY et de la Commune de PIMPRESZ.

Question : Comment seront pris en compte les servitudes actuelles à la suite de la vente du Domaine de Pimpresz à la Société du CSNE.

Une servitude de passage indiquée dans l'acte notarié du 26/06/2008 ?

- Parcelles faisant parties du fond dominant, cadastrée A397 et A398 appartiennent à M RICHARD,
- Parcelle faisant partie du fond servant, cadastrée A 401 appartient à M. et Mme. MARTIGNY et fait l'objet de cette enquête.

Matérialisation de la servitude :

- Chemin d'accès passant par la parcelle cadastrée A400 dans le domaine public de la commune de PIMPRESZ,
- Même chemin, longeant la parcelle A401 sur sa partie Sud, dessert la propriété de M. RICHARD.

En cas de rachat des biens appartenant à M. Martigny et grevés de servitude, examen par la SCSNE des conditions de maintien de ces servitudes.

### **Observation n°4 : M<sup>me</sup> Chevallier Catherine, habitante de Longueil-Annel :**

Demandes d'information de deux habitants de LONGUEUIL ANNEL



Ces deux habitants s'interrogent, notamment sur les impacts environnementaux du projet sur les espaces verts et le cadre écologique de Longueuil Annel.

Réponse SCSNE :

Demande ne relevant pas de l'enquête parcellaire.

Demandes renvoient à la procédure d'autorisation environnementale, déjà menée entre 2019 et 2021 pour le secteur 1 entre Compiègne et Passel + autorisation environnementale de réaliser les travaux à la SCSNE avec arrêté de la Préfète de l'Oise daté du 8/04/2021

A titre d'information, la SCSNE apportera des réponses aux questions de Mme Chevallier.

#### **Observation n°5- Messages d'opposition au projet de CSNE de M et M<sup>me</sup> Brigitte et Hubert PELLIEUX de Choisy-au- Bac**

Arguments mis en avant : projet inutile, atteintes à l'environnement, incidences sur la ressource en eau, impact sur l'activité de la SNCF et absence de prise en compte des avis des citoyens et des élus de la Communauté de communes des Deux vallées.

- Avis et demandes en dehors du champ de l'enquête parcellaire ;
- Questions renvoient à l'opportunité du Canal Seine-Nord Europe, tranchée par la déclaration d'utilité publique obtenue dès 2008 et confirmée en 2017 et aux procédures d'autorisation environnementale ;
- Procédures ont débouché sur l'autorisation environnementale de réaliser les travaux du CSNE sur ce secteur, délivrée par arrêté de la Préfète de l'Oise daté du 8 avril 2021.

A titre d'information, la SCSNE apportera des réponses aux questions de M et Mme PELLIEUX.

#### **4.2 – Questions propres au Commissaire enquêteur à propos du domaine de PIMPRESZ :**

Le commissaire enquêteur a posé des questions concernant :

- La surface du Domaine des Ecazieux strictement nécessaire à la Société du CSNE,
- Les superficies supplémentaires que le propriétaire est prêt à vendre à la SCSNE en cédant la totalité de son domaine,
- Le mode de gestion prévu par la société du CSNE pour la partie du domaine consacrée aux compensations environnementales.

Les réponses précises de la SCSNE sont reprises au paragraphe 1.4.3 L'objet de l'enquête/ pages 15 et 16 du présent rapport.

**Les réponses apportées par la Société du CSNE sont globalement précises et complètes avec une prise en compte des demandes lorsque cela se justifie.**

## 5 ANALYSE GENERALE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Les parcelles incluses dans l'enquête parcellaire n°4 du secteur 1, concernent 52 propriétaires identifiés dans une grande majorité des cas et 34 parcelles parfaitement connues et identifiées.

### ► Notification aux propriétaires concernés :

Sur les 52 propriétaires auxquels a été notifiée l'organisation de cette enquête par courrier recommandé avec AR, 29 ont fait l'objet d'un retour de l'accusé de réception et 23 courriers ont été non réclamés ou non réceptionnés.

Ces 23 courriers ont fait l'objet d'un affichage dans les mairies concernées.

Ces notifications ont été faites et suivies consciencieusement par la SCSNE.

### ► Identité des propriétaires : Régularisations foncières suite à des successions non réglées

Par rapport à l'objet d'une enquête parcellaire visant à identifier les parcelles et les propriétaires concernés, les observations relevant spécifiquement de cet objectif sont relatives aux corrections à apporter à l'identité de certains propriétaires.

Les corrections identifiées à l'occasion de cette enquête concernent uniquement trois prises en compte de nouvelles indivisions suite à des décès.

La SCSNE a bien intégré ces modifications de propriété.

### ► Prise en compte des nouveaux besoins et de nouvelles emprises pour la réalisation des travaux, identifiées après études complémentaires

L'acquisition par la SCSNE des 42 ha du domaine de Pimprez constitue en termes de superficies et de nombre de parcelles, les nouvelles emprises principales de cette enquête parcellaire.

La SCSNE a répondu de façon complète et avec précision aux questions du commissaire enquêteur à ce sujet.

► Les autres observations abordent des sujets ne relevant juridiquement pas des objectifs d'une enquête parcellaire. Elles ont, toutefois été analysées et traitées par le Commissaire enquêteur et ont fait l'objet de réponses de la Société du CSNE par souci d'information des propriétaires concernés.

Les principaux enseignements seront repris dans la partie 2 « Analyse et conclusions du commissaire enquêteur ».

Au final, cette enquête parcellaire a permis d'aborder et de traiter correctement les deux points essentiels du secteur 1, selon l'avancement des études :

- Des régularisations foncières liées à des successions non réglées
- Des nouveaux besoins et de nouvelles emprises pour la réalisation des travaux, identifiées après études complémentaires.

Le commissaire enquêteur  
Augustin FERTE

Samedi 12 août 2023



Rapport remis à Monsieur Pascal GUILLON, Chargée de mission DUP à la Direction des  
Collectivités locales et des élections de la Préfecture de l'Oise

## **ANNEXES**

<b>Annexe 1 : Arrêté préfectoral de mise à l'enquête du 28 avril 2023</b>	<b>34</b>
<b>Annexe 2 : Compte rendu de la réunion de préparation de l'enquête du 19 avril 2023</b>	<b>34</b>
<b>Annexe 3 : Certificats d'affichage des 6 communes de l'enquête</b>	<b>38</b>
<b>Annexe 4 : Avis dans la presse d'ouverture de l'enquête</b>	<b>40</b>
<b>Annexe 5 : Listing des parcelles incluses dans l'enquête parcellaire</b>	<b>41</b>
<b>Annexe 6 : Mémoire en réponse de la Société Canal Seine Nord Europe 27/07/2023</b>	<b>42</b>
<b>Annexe 7 : Photos du Domaine de Pimprez</b>	<b>54</b>

**Arrêté d'ouverture d'enquête parcellaire complémentaire**

**Projet de Canal Seine-Nord Europe et de ses aménagements connexes de Compiègne (Oise)  
à Aubencheul-au-Bac (Nord) présenté par la Société du Canal Seine-Nord Europe**

**Secteur 1 - Compiègne à Pont-l'Évêque**

**Communes de Chiry-Ourscamps, Longueil-Annel, Montmacq, Pimprez,  
Ribécourt-Dreslincourt et Thourotte**

**LA PRÉFÈTE DE L'OISE**  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'expropriation, notamment ses articles L. 131-1 et R. 131-1 à R. 131-14 ;

Vu le décret du 11 septembre 2008 déclarant d'utilité publique et urgents les travaux nécessaires à la réalisation du canal à grand gabarit Seine-Nord Europe et de ses aménagements connexes, entre les communes de Compiègne (Oise) et Aubencheul-au-Bac (Nord) et emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes de Beaulieu-les-Fontaines, Cambronne-lès-Ribécourt, Chiry-Ourscamps, Choisy-au-Bac, Clairoix, Janville, Le Plessis-Brion, Longueil-Annel, Montmacq, Noyon, Passel, Pimprez, Pont-l'Évêque, Ribécourt-Dreslincourt et Thourotte dans le département de l'Oise, Biaches, Cléry-sur-Somme, Mesnil-Saint-Nicaise, Moislains, Nesle, Péronne et Villers-Carbonnel dans le département de la Somme, Hermies et Marquion dans le département du Pas-de-Calais et Aubencheul-au-Bac dans le département du Nord ;

Vu le décret n° 2017-578 du 20 avril 2017 modifiant le décret du 11 septembre 2008 déclarant d'utilité publique et urgents les travaux nécessaires à la réalisation du canal à grand gabarit Seine-Nord Europe et de ses aménagements connexes, entre les communes de Compiègne (Oise) et Aubencheul-au-Bac (Nord), et emportant de ce fait mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes de Moislains (Somme), de Bourlon (Pas-de-Calais) et de la communauté de communes du Sud-Artois pour ce qui concerne les communes de Bertincourt, Ytres, Ruyaulcourt, Hermies et Havrincourt (Pas-de-Calais) ;

Vu le décret n° 2018-673 du 25 juillet 2018 prorogeant les effets du décret du 11 septembre 2008 déclarant d'utilité publique et urgents les travaux nécessaires à la réalisation du canal à grand gabarit Seine-Nord Europe et de ses aménagements connexes, entre les communes de Compiègne (Oise) et Aubencheul-au-Bac (Nord) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 septembre 2019 prescrivant l'ouverture d'une enquête parcellaire relative à l'acquisition, par la Société du Canal Seine-Nord Europe, des terrains nécessaires à la réalisation des travaux relatifs au projet de Canal Seine-Nord Europe et de ses aménagements, entre les communes de Compiègne et de Pont l'Évêque (secteur 1) ;

Vu l'arrêté préfectoral de cessibilité en date du 6 juillet 2020 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 novembre 2021 prescrivant l'ouverture d'une enquête parcellaire complémentaire relative à l'acquisition, par la Société du Canal Seine-Nord Europe, des terrains nécessaires à la réalisation des travaux relatifs au projet de Canal Seine-Nord Europe et de ses aménagements, entre les communes de Compiègne et de Pont l'évêque (secteur 1) ;

Vu l'arrêté préfectoral de cessibilité en date du 28 avril 2022 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2022 prescrivant l'ouverture d'une enquête parcellaire complémentaire simplifiée relative à l'acquisition, par la Société du Canal Seine-Nord Europe, des terrains nécessaires à la réalisation des travaux relatifs au projet de Canal Seine-Nord Europe et de ses aménagements, entre les communes de Compiègne et de Pont l'évêque (secteur 1) ;

Vu le courrier du président du directoire de la Société du Canal Seine-Nord Europe du 21 avril 2023 sollicitant l'ouverture d'une enquête parcellaire complémentaire sur le secteur 1 ;

Vu le dossier présenté par la Société du Canal Seine-Nord Europe comprenant une notice explicative, des plans et états parcellaires identifiant pour chaque commune la liste des parcelles concernées et les propriétaires ;

Vu la liste d'aptitude 2023 aux fonctions de commissaire enquêteur du département de l'Oise ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Oise ;

## ARRÊTE

### ARTICLE 1<sup>er</sup> - OBJET, DATES ET PERIMETRE DE L'ENQUETE

Il sera procédé à une enquête parcellaire complémentaire, pendant 17 jours consécutifs, du lundi 26 juin au mercredi 12 juillet 2023 inclus, portant sur le projet d'acquisition, par la Société du Canal Seine-Nord Europe, des terrains nécessaires à la réalisation des travaux relatifs au projet de Canal Seine-Nord Europe et de ses aménagements connexes, sur le territoire des communes suivantes :

**Chiry-Ourscamps**

**Longueil-Annel**

**Montmacq**

**Pimprez**

**Ribécourt-Dreslincourt**

**Thourotte**

Cette enquête doit permettre de délimiter exactement les parcelles à acquérir en vue de la réalisation du projet et d'identifier précisément les propriétaires, titulaires de droits réels et autres ayants droits à indemniser.

### ARTICLE 2 - DESIGNATION DU COMMISSAIRE ENQUETEUR, DATES ET LIEUX DE RECEPTION DU PUBLIC

Monsieur Augustin FERTE, ingénieur territorial en retraite, est désigné, en qualité de commissaire enquêteur, pour conduire cette enquête dont le siège est situé à la mairie de Ribécourt-Dreslincourt.

Il recevra les observations du public aux lieux, jours et heures indiqués ci-après :

Communes	Dates et horaires des permanences
Ribécourt-Dreslincourt	Vendredi 30 juin 2023 de 9h00 à 12h00

### ARTICLE 3 - CONSULTATION DU DOSSIER ET OBSERVATIONS

Un exemplaire de l'ensemble des pièces du dossier sera déposé dans la mairie des communes où se déroulent les permanences. Dans la mairie des autres communes visées à l'article 1, sera déposé le seul dossier d'enquête parcellaire de la commune concernée.

Ces pièces ainsi qu'un registre à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le maire de chaque commune concernée, seront déposés pendant 17 jours consécutifs, du lundi 26 juin au mercredi 12 juillet 2023 inclus et mis à la disposition du public aux jours et horaires d'ouverture habituels des secrétariats, afin que les intéressés puissent en prendre connaissance et consigner, éventuellement, leurs observations sur le registre d'enquête.

Les observations pourront également être adressées par correspondance au maire qui les joint au registre ou au commissaire enquêteur au siège principal de l'enquête.

### ARTICLE 4 - PUBLICITE DE L'ENQUETE

Il sera procédé, par les soins de la Préfecture de l'Oise, à l'insertion d'un avis au public d'ouverture d'enquête parcellaire dans un journal du département de l'Oise, huit jours au moins avant le début de celle-ci, c'est-à-dire dans un journal portant la date du samedi 17 juin 2023 au plus tard et, à titre de rappel, dans les huit premiers jours de celle-ci, soit dans le journal à paraître entre le lundi 26 juin et le lundi 3 juillet 2023 inclus.

Le maire de chaque commune concernée assurera également la publication de cet avis par voie d'affichage à la porte de la mairie et par tout autre procédé en usage dans sa commune, huit jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, soit du samedi 17 juin 2023 au mercredi 12 juillet 2023 inclus.

Les formalités susvisées seront respectivement justifiées par un exemplaire du journal et un certificat d'affichage des mairies.

### ARTICLE 5 - NOTIFICATIONS

Une lettre de notification du dépôt en mairie du dossier d'enquête parcellaire sera faite par l'expropriant (Société du Canal Seine-Nord Europe), par envoi recommandé avec demande d'avis de réception, individuellement à chaque propriétaire intéressé dont le domicile est connu, ou à leurs mandataires, gérants, administrateurs ou syndics.

En cas de domicile inconnu, la notification sera faite en double copie, au maire concerné qui en fera afficher une et, le cas échéant, aux locataires et preneurs à bail rural. Les copies des lettres de notification, les récépissés de courrier recommandé et, éventuellement, les certificats d'affichage de notification seront joints au dossier.

Les propriétaires auxquels notification est faite du dépôt du dossier en mairie sont tenus de fournir les indications relatives à leur identité telles qu'elles sont énumérées soit au premier alinéa de l'article 5, soit au 1 de l'article 6 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière, c'est-à-dire :

- Pour les personnes physiques, le nom, les prénoms, dans l'ordre de l'état civil, domicile, date et lieu de naissance, profession des parties, ainsi que le nom de leur conjoint avec, éventuellement, la mention "veuf" ou "veuve de" ;
- Pour les sociétés, les associations, les syndicats et les autres personnes morales, leur dénomination ainsi que, s'agissant des sociétés, leur forme juridique, leur siège social et la date de leur constitution ;
- Pour les sociétés commerciales, leur numéro d'enregistrement au registre du commerce ;
- Pour les associations, leur siège, la date et le lieu de leur déclaration ;
- Pour les syndicats, leur siège, la date et le lieu de dépôt de leurs statuts ;



ou, à défaut, donner tous renseignements en leur possession sur l'identité du (ou des) propriétaire(s) actuel(s).

En vue de la fixation des indemnités, l'expropriant notifie aux propriétaires et usufruitiers intéressés, soit l'avis d'ouverture de l'enquête, soit l'acte déclarant l'utilité publique, soit l'arrêté de cessibilité, soit l'ordonnance d'expropriation.

Dans le délai d'un mois qui suit cette notification, le propriétaire et l'usufruitier sont tenus d'appeler et de faire connaître à l'expropriant l'identité des fermiers, locataires, ou personnes des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage et celles qui peuvent réclamer des servitudes.

Les autres intéressés seront mis en demeure de faire valoir leurs droits dans le mois de la publicité collective et tenus dans le même délai de se faire connaître à l'expropriant à défaut de quoi ils seront déchus de tous droits à l'indemnité.

## **ARTICLE 6 - CLOTURE DE L'ENQUETE, RAPPORT ET CONCLUSIONS**

À l'expiration du délai d'enquête, chaque registre d'enquête parcellaire, clos et signé par le maire, sera remis dans les vingt-quatre heures au commissaire enquêteur avec le dossier d'enquête parcellaire et le certificat d'affichage de l'avis au public.

Le commissaire enquêteur examinera les observations consignées ou annexées aux registres, donnera son avis motivé sur l'emprise des ouvrages projetés et dressera le procès-verbal de l'opération après avoir entendu toute personne susceptible de l'éclairer.

Ces opérations devront être terminées dans le délai d'un mois suivant la clôture de l'enquête.

À l'expiration de ces opérations, le commissaire enquêteur adressera son procès-verbal et son avis avec l'ensemble du dossier à la Préfète de l'Oise.

## **ARTICLE 7 - PUBLICATION DU RAPPORT ET DES CONCLUSIONS**

À l'issue de l'enquête, le rapport du commissaire enquêteur sera tenu à la disposition du public dans les mairies de chaque commune concernée ainsi qu'à la préfecture de l'Oise.

## **ARTICLE 8 - EXECUTION**

Le Secrétaire Général de la préfecture de l'Oise, le Président du directoire de la Société du Canal Seine-Nord Europe, et les Maires des communes concernées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera dressée à :

- M. le Sous-préfet de Compiègne

Fait à Beauvais, le **28 AVR. 2023**

Pour la Préfète et par délégation,  
le Secrétaire Général

Sébastien LIME

**ENQUETES PARCELLAIRES COMPLEMENTAIRES  
SECTEUR 1 et 2 – CANAL SEINE NORD EUROPE**

**Compte rendu de la réunion de préparation des deux enquêtes  
A la Préfecture de l'Oise à Beauvais le 19/04/2023**

**◆ Participaient à la réunion :**

- Marie-Françoise HEBRARD, Directrice du service foncier SCSNE,
- Vincent RENON, Directeur des Collectivités locales et des élections,
- Pascal GUILLON, chargé de mission DUP à la Préfecture de l'Oise
- Franck LAPLACE, responsable foncier secteurs 2, 3 et 4,
- Augustin FERTE, Commissaire enquêteur.

**En visio conférence :**

- Nicolas DETRAUX, opérateur foncier, société SEGAT,
- Benjamin DERAFF, opérateur foncier, société SYSTRA,
- Samuel HUCHE, opérateur foncier. Société GEOFIT.

Franck LAPLACE et Marie-Françoise HEBRARD présentent successivement le contenu des enquêtes parcellaires sur les secteurs 1 et 2.

**1) -ENQUETE SECTEUR 1**

**1.1 – Présentation du secteur 1 :**

La présentation détaillée est effectuée à l'aide du diaporama annexé au présent compte rendu.

Le canal s'étend sur 11,5 km entre Compiègne et Pont l'Evêque sur les 107 km du projet de canal sur la Région hauts de France.

L'autorisation environnementale du secteur 1 a fait l'objet d'un arrêté préfectoral ; les travaux s'étendront sur la période de 2024 à 2030.

Le périmètre d'aménagement foncier cumulé des secteurs 1 et 2 couvre 14 000 ha.

**1.2 – Présentation et contenu de l'enquête parcellaire secteur 1**

Il s'agit de l'enquête parcellaire complémentaire N°4 sur le secteur 1.

Les caractéristiques des emprises foncières sur le secteur 1 sont les suivantes :

- 1 993 parcelles concernées dont
- 1 070 parcelles sous ordonnance d'expropriation,
- 140 parcelles en procédure AFAFE,
- 747 parcelles maîtrisées suite aux 3 premières enquêtes.

L'enquête n°4 concerne 36 parcelles réparties sur 7 communes dont 22 parcelles en acquisition directe par la SCSNE et 14 parcelles en en procédure AFAFE.

Il est rappelé que les procédures d'aménagement foncier liées aux AFAFE sont gérées par le Département conformément au code rural qui permet une prise de possession anticipée à la suite des enquête parcellaires.

En termes de superficies des emprises incluses dans l'enquête parcellaire n°4, la principale propriété concernée est constituée par celle de la SCI LES ECAZIEUX (Domaine de Pimprez)

Enquête parcellaire numéro 4 Secteur 1 CSNE  
Enquête publique du 26/06/2023 au 12/07/2023

Cette propriété d'environ 40 ha est composée de 3 étangs de pêche à la carpe.

Cette propriété est voisine de deux autres étangs de 180 ha, déjà rachetés par la SCSNE à la SI d'Ourscamps.

Les deux besoins identifiés de la SCSNE sont les suivants :

- Comblement partiel des étangs pour limiter le nombre de dépôts définitifs,
- Mutualisation avec la réalisation d'un site de compensation environnementale (création de zones humides) permettant d'apporter une réponse aux obligations environnementales du projet du canal.

L'utilisation de ce site pour déposer des déblais du canal permettra de limiter les rotations de camions vers des sites de dépôts plus éloignés.

La SCSNE est en cours de négociation avec le gérant du domaine, afin de se garantir la maîtrise foncière. L'objectif de la SCSNE consiste à obtenir un accord amiable avec le gérant exploitant du site. La prise de possession du site interviendrait uniquement en 2025 en fonction de l'avancement des travaux.

## **2) -ENQUETE SECTEUR 2 :**

Présentation et contenu de l'enquête secteur 2 :

Cette enquête porte sur de nouvelles emprises à la suite des études complémentaires.

Les caractéristiques des emprises foncières sur le secteur 2 sont les suivantes :

- 1 070 parcelles concernées au total dont
- 710 parcelles déjà maîtrisées par la SCSNE
- 236 en transfert de gestion,
- 404 dans le cadre des procédures AFAFE,
- 90 en acquisition directe par la SCSNE.

L'enquête N°2 porte sur 348 parcelles dont 176 en acquisition directe par la SCSNE et 172 parcelles dans le cadre des procédures AFAFE.

L'arrêté préfectoral de mise à l'enquête a été pris en date du 25/04 /2023. L'enquête se déroulera du 12/06 au 29 /06/2023.

## **3) DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES ET ORGANISATION DES ENQUETES**

### **3.1 – Dispositions réglementaires :**

Deux types d'états parcellaires sont édités par la SCSNE :

- Les parcelles en procédure AFAFE,
- Les parcelles en acquisition directe.

La publicité de l'enquête s'effectue au moyen des deux procédures suivantes :

- Notifications individuelles auprès de chacun des propriétaires concernés,
- Publicité collective au moyen d'un affichage dans les mairies concernées et d'un avis dans deux journaux locaux, à minima, 8 jours avant le démarrage de l'enquête et renouvelé durant les 8 premiers jours de l'enquête.

Les nouveaux propriétaires éventuellement identifiés doivent recevoir une notification individuelle au moins 15 jours avant la fin de l'enquête.

### **3.2 – Organisation logistique et méthodologie de travail :**

Le dossier d'enquête sera composé des états parcellaires et des plans parcellaires.

Sur les plans parcellaires, les codes couleurs suivants sont adoptés :

- En gris : terrains déjà inclus dans les enquêtes parcellaires précédentes,
- En rose : emprises supplémentaires prévues en acquisition directe,
- En orange : emprises supplémentaires incluses dans les procédures AFAFE.

Des dossiers complets (avec la totalité des états et plans parcellaires) seront transmis à la Préfecture de l'Oie, au commissaire enquêteur et aux 4 mairies des communes où se tiendront les permanences du commissaire enquêteur.

Les autres communes recevront des dossiers simplifiés composés uniquement des états et des plans parcellaires des parcelles situées sur leur territoire.

Un registre d'enquête sera fourni dans les mairies des communes accueillant une permanence du commissaire enquêteur.

La société PubliLégale sera mandatée par la SCSNE pour

- Transmettre les dossiers d'enquête dans aux mairies concernées avant le début de l'enquête,
- Contrôler l'affichage à 4 ou 5 reprises au cours de l'enquête,
- Récupérer les dossiers d'enquête et les registres d'enquête à la fin des deux enquêtes.

Les communes seront sollicitées pour les tâches suivantes :

- Affichage en mairie des avis d'enquête au moins 8 jours avant le début des enquêtes,
- Affichage des propriétés des personnes non identifiées lors des notifications individuelles,
- Transmission des observations formulées sur les registres d'enquête ou reçues par courrier à PubliLégale au fur et à mesure de leur enregistrement.

## **4) FONCTIONNEMENT DES AFAFE :**

Franck LAPLACE rappelle le rôle et le fonctionnement des AFAFE.

Les AFAFE constituent des opérations de restructuration foncière intervenant à l'échelle communale ou intercommunale, et visant à regrouper, sous forme d'unités foncières cohérentes ou de grandes parcelles restructurées, des propriétés initialement morcelées et dispersées.

Elle se traduit par une redistribution des parcelles de manière à faciliter leur exploitation et à mieux les adapter à leurs usages.

Les intervenants au sein d'une AFAFE sont les suivants :

- Département : maître d'ouvrage des AFAFE,
- La Commission (inter)communale d'aménagement foncier (CIAF) prend les décisions sur les sujets concernant l'AFAFE (validation du périmètre, validation du classement des terres, validation des travaux connexes, validation de l'inclusion/exclusion des parcelles...),
- La Commission Départementale d'Aménagement foncier (CDAF) tranche en cas de litige. La CDAF est consultée notamment des demandes de prise de possession anticipée.

Le périmètre d'aménagement foncier est défini par la CIAF à la suite d'une enquête publique préalable et fait l'objet d'un arrêté du préfet du département concerné.

La SCSNE a effectué des réserves foncières à hauteur de 3 000 ha en finançant l'acquisition de ces terres par la SAFER. Ces terres peuvent, ensuite, être redistribuées aux exploitants subissant les impacts du projet.

A la suite d'une enquête parcellaire, la maîtrise foncière par le maître d'ouvrage de l'opération s'effectue en deux temps :

- Mise à disposition anticipée des terres concernées (conformément à l'article r 123-37 du code rural) ;
- Acquisition effective des terres avec transfert de propriété en fin de procédure.

L'enquête parcellaire touche exclusivement les propriétaires fonciers. Le fait d'être retiré du périmètre d'aménagement foncier (et donc de l'AFAFE) pour basculer dans la procédure d'acquisition directe par la SCSNE n'est pas du ressort du maître d'ouvrage (SCSNE) mais de la CIAF.

Les enquêtes parcellaires peuvent constituer l'occasion d'identifier les propriétaires fonciers désireux de vendre les parcelles concernées. La décision de vente revient ensuite à la CIAF.

Il est précisé à cette occasion la signification du terme « RSU manquant » figurant sur un certain nombre d'états parcellaires.

Il s'agit des « Renseignements sommaires urgents » fournis par les services de la publicité foncière.

## Annexe 3

### CERTIFICATS D’AFFICHAGE DES 6 COMMUNES CONCERNEES

DÉPARTEMENT DE L'OISE  
Commune de Pimprez

**CERTIFICAT D’AFFICHAGE**

Je soussigné(e), N. Pascal Delpech Maire de la Commune de Pimprez, certifie que l'avis au public relatif à l'enquête parcellaire complémentaire du projet de Canal Seine-Nord Europe et de ses aménagements connexes sur le territoire des communes de Chiry-Ourscamp, Longueil-Annel, Montmacq, Pimprez, Ribécourt-Dreslincourt et Thourotte a été affiché dans les locaux de la mairie, par tous moyens en usage et aux lieux habituels accessibles au public, selon les prescriptions réglementaires, 8 jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, soit du samedi 17 juin 2023 au mercredi 12 juillet 2023 inclus.

Fait à Pimprez,  
le 12-07-2023

Cachet de la mairie Le Maire,



DÉPARTEMENT DE L'OISE  
Commune de Longueil-Annel

**CERTIFICAT D’AFFICHAGE**

Je soussigné(e), Daniel BEURDELLY Maire de la Commune de LONGUEIL-ANNE, certifie que l'avis au public relatif à l'enquête parcellaire complémentaire du projet de Canal Seine-Nord Europe et de ses aménagements connexes sur le territoire des communes de Chiry-Ourscamp, Longueil-Annel, Montmacq, Pimprez, Ribécourt-Dreslincourt et Thourotte a été affiché dans les locaux de la mairie, par tous moyens en usage et aux lieux habituels accessibles au public, selon les prescriptions réglementaires, 8 jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, soit du samedi 17 juin 2023 au mercredi 12 juillet 2023 inclus.

Fait à Longueil-Annel,  
le 13 juillet 2023

Cachet de la mairie Le Maire,



DÉPARTEMENT DE L'OISE  
Commune de

**CERTIFICAT D’AFFICHAGE**

Je soussigné(e), Remy CUELLI Maire de la Commune de MONTMACQ, certifie que l'avis au public relatif à l'enquête parcellaire complémentaire du projet de Canal Seine-Nord Europe et de ses aménagements connexes sur le territoire des communes de Chiry-Ourscamp, Longueil-Annel, Montmacq, Pimprez, Ribécourt-Dreslincourt et Thourotte a été affiché dans les locaux de la mairie, par tous moyens en usage et aux lieux habituels accessibles au public, selon les prescriptions réglementaires, 8 jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, soit du samedi 17 juin 2023 au mercredi 12 juillet 2023 inclus.

Fait à MONTMACQ,  
le 13.07.2023

Cachet de la mairie Le Maire,



DÉPARTEMENT DE L'OISE  
Commune de

**CERTIFICAT D’AFFICHAGE**

Je soussigné(e), Jean-Yves BONNARD Maire de la Commune de Chiry-Ourscamp, certifie que l'avis au public relatif à l'enquête parcellaire complémentaire du projet de Canal Seine-Nord Europe et de ses aménagements connexes sur le territoire des communes de Chiry-Ourscamp, Longueil-Annel, Montmacq, Pimprez, Ribécourt-Dreslincourt et Thourotte a été affiché dans les locaux de la mairie, par tous moyens en usage et aux lieux habituels accessibles au public, selon les prescriptions réglementaires, 8 jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, soit du samedi 17 juin 2023 au mercredi 12 juillet 2023 inclus.

Fait à Chiry-Ourscamp,  
le 17 juin 2023

Cachet de la mairie Le Maire,





DÉPARTEMENT DE L'OISE

Commune de

Ribécourt-Dreslincourt

**CERTIFICAT D'AFFICHAGE**

Je soussigné(e), André Bonneton, Adjoint au Maire de la Commune de .....RIBECOURT-DRESLINCOURT....., certifie que l'avis au public relatif à l'enquête parcellaire complémentaire du projet de Canal Seine-Nord Europe et de ses aménagements connexes sur le territoire des communes de Communes de Chiry-Ourscamp, Longueil-Annel, Montmacq, Pimprez, Ribécourt-Dreslincourt et Thourotte a été affiché dans les locaux de la mairie, par tous moyens en usage et aux lieux habituels accessibles au public, selon les prescriptions réglementaires, 8 jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, soit du samedi 17 juin 2023 au mercredi 12 juillet 2023 inclus.

Fait à .....RIBECOURT-DRESLINCOURT.....

le...24 juillet 2023...

Cachet de la mairie



Le Maire,

Pour le Maire et  
par délégation  
André Bonneton  
Adjoint à l'Urbanisme

DÉPARTEMENT DE L'OISE

Commune de

**CERTIFICAT D'AFFICHAGE**

Je soussigné(e), P. CARVALHO, Maire de la Commune de .....Thourotte....., certifie que l'avis au public relatif à l'enquête parcellaire complémentaire du projet de Canal Seine-Nord Europe et de ses aménagements connexes sur le territoire des communes de Communes de Chiry-Ourscamp, Longueil-Annel, Montmacq, Pimprez, Ribécourt-Dreslincourt et Thourotte a été affiché dans les locaux de la mairie, par tous moyens en usage et aux lieux habituels accessibles au public, selon les prescriptions réglementaires, 8 jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, soit du samedi 17 juin 2023 au mercredi 12 juillet 2023 inclus.

Fait à .....Thourotte.....

le...14/06/2023...

Cachet de la mairie



Le Maire,

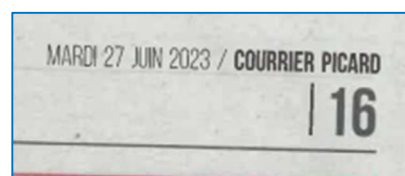
[Signature]

## Avis presse LE COURRIER PICARD

Avis du 12 juin 2023



Avis du 27 juin 2023



**LÉGALES**

Tarification conforme à l'arrêté du 19 novembre 2021 relatif à la tarification et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales.

**ANNONCES ADMINISTRATIVES**

**ENQUÊTES PUBLIQUES**

**PREFÊTE DE L'OISE**

**AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE**

Projet de Canal Seine-Nord Europe et de ses aménagements connexes  
Société du Canal Seine-Nord Europe  
Secteur 1 - Compiègne à Pont-l'Évêque  
Communes de Chiry-Ourscamp, Longueil-Annel, Montmacq, Pimprez, Ribécourt-Dreslincourt et Thourrotte

Le public est informé que, par arrêté préfectoral du 28 avril 2023, est prescrite sur le territoire des communes de Chiry-Ourscamp, Longueil-Annel, Montmacq, Pimprez, Ribécourt-Dreslincourt et Thourrotte, du **lundi 26 juin au mercredi 12 juillet 2023 inclus**, une enquête publique parcellaire complémentaire relative au projet de Canal Seine-Nord Europe et de ses aménagements connexes.

La maîtrise d'ouvrage de l'opération est assurée par la Société du Canal Seine-Nord Europe.

M. Augustin Ferté, ingénieur territorial en retraite, est désigné, en qualité de commissaire enquêteur, pour conduire cette enquête dont le siège principal est fixé à la mairie de Ribécourt-Dreslincourt, sise place de la République 60170 Ribécourt-Dreslincourt.

Il recevra les observations du public aux lieux, jours et heures indiqués ci-après :

Communes / Dates et horaires des permanences  
**Ribécourt-Dreslincourt : Vendredi 30 juin 2023 de 9h00 à 12h00**

Un exemplaire de l'ensemble des pièces du dossier sera déposé dans la mairie des communes où se déroulent les permanences. Dans la mairie des autres communes, sera déposé le dossier d'enquête parcellaire de la commune concernée.

Ces pièces ainsi qu'un registre à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le maire de chaque commune concernée, seront déposés pendant 17 jours consécutifs, du lundi 26 juin au mercredi 12 juillet 2023 inclus et mis à la disposition du public aux jours et horaires habituels d'ouverture du secrétariat des mairies.

Les observations éventuelles pourront être consignées sur les registres d'enquête, ou être adressées, par correspondance, au maire de la commune concernée qui les joindra au registre, ou au commissaire enquêteur, au siège principal en mairie de Ribécourt-Dreslincourt.

Le commissaire enquêteur rendra son avis motivé dans le délai d'un mois qui suit la clôture de l'enquête. Les copies du procès-verbal et de l'avis seront tenues à la disposition du public dans les mairies ainsi qu'à la Préfecture de l'Oise pendant un an.

Pour la Préfète et par délégation,  
le Directeur des collectivités locales et des élections  
signé  
Vincent RENON

**LÉGALES**

Tarification conforme à l'arrêté du 19 novembre 2021 relatif à la tarification et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales.

**ANNONCES ADMINISTRATIVES**

**ENQUÊTES PUBLIQUES**

**PREFÊTE DE L'OISE**

**AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE**

Projet de Canal Seine-Nord Europe et de ses aménagements connexes  
Société du Canal Seine-Nord Europe  
Secteur 1 - Compiègne à Pont-l'Évêque  
Communes de Chiry-Ourscamp, Longueil-Annel, Montmacq, Pimprez, Ribécourt-Dreslincourt et Thourrotte

Le public est informé que, par arrêté préfectoral du 28 avril 2023, est prescrite sur le territoire des communes de Chiry-Ourscamp, Longueil-Annel, Montmacq, Pimprez, Ribécourt-Dreslincourt et Thourrotte, du **lundi 26 juin au mercredi 12 juillet 2023 inclus**, une enquête publique parcellaire complémentaire relative au projet de Canal Seine-Nord Europe et de ses aménagements connexes.

La maîtrise d'ouvrage de l'opération est assurée par la Société du Canal Seine-Nord Europe.

M. Augustin Ferté, ingénieur territorial en retraite, est désigné, en qualité de commissaire enquêteur, pour conduire cette enquête dont le siège principal est fixé à la mairie de Ribécourt-Dreslincourt, sise place de la République 60170 Ribécourt-Dreslincourt.

Il recevra les observations du public aux lieux, jours et heures indiqués ci-après :

Communes / Dates et horaires des permanences  
**Ribécourt-Dreslincourt : Vendredi 30 juin 2023 de 9h00 à 12h00**

Un exemplaire de l'ensemble des pièces du dossier sera déposé dans la mairie des communes où se déroulent les permanences. Dans la mairie des autres communes, sera déposé le dossier d'enquête parcellaire de la commune concernée.

Ces pièces ainsi qu'un registre à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le maire de chaque commune concernée, seront déposés pendant 17 jours consécutifs, du lundi 26 juin au mercredi 12 juillet 2023 inclus et mis à la disposition du public aux jours et horaires habituels d'ouverture du secrétariat des mairies.

Les observations éventuelles pourront être consignées sur les registres d'enquête, ou être adressées, par correspondance, au maire de la commune concernée qui les joindra au registre, ou au commissaire enquêteur, au siège principal en mairie de Ribécourt-Dreslincourt.

Le commissaire enquêteur rendra son avis motivé dans le délai d'un mois qui suit la clôture de l'enquête. Les copies du procès-verbal et de l'avis seront tenues à la disposition du public dans les mairies ainsi qu'à la Préfecture de l'Oise pendant un an.

Pour la Préfète et par délégation,  
le Directeur des collectivités locales et des élections  
signé  
Vincent RENON

## Annexe 5

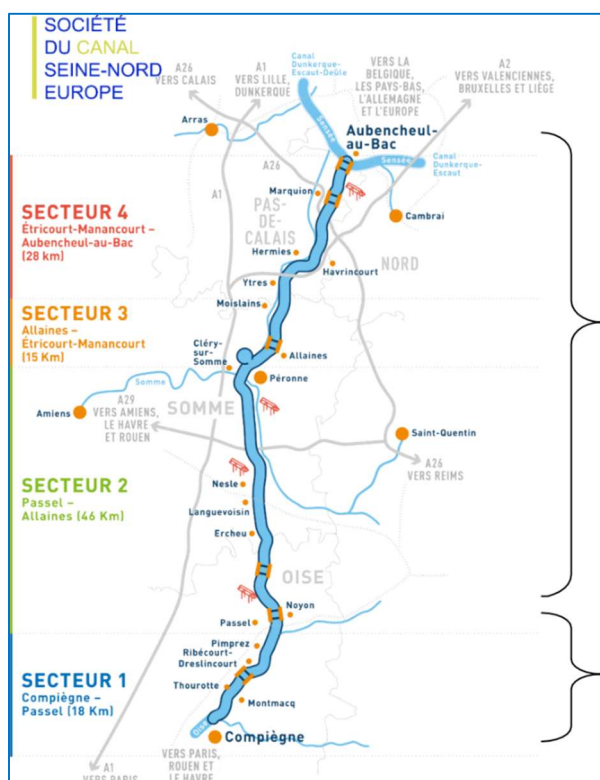
## LISTING DES PARCELLES ENQUETE PARCELLAIRE N°4 – SECTEUR 1

COMMUNES	PROPRIETAIRES				REFERENCE CADASTRALE				a EP1	b EP2	Mode acquisition		Domaine privé	Domaine public	Total commune
	Privées		SNCF		Sect	N°	Nature	Lieu dit			AFAFE	Acquisition SCSNE			
Chiry Ourscamps	124	1			C	1242	Peuplerais	Le Platier		124	124		124		863
Chiry Ourscamps	294	1			C	1248	Taillis	Le Platier		294	294		294		
Chiry Ourscamps	310	1			C	1249	Taillis	Le Platier		310	310		310		
Chiry Ourscamps	17	1			C	1250	Taillis	Le Platier		17	17		17		
Chiry Ourscamps	118	1			C	1251	Taillis	Le Platier		118	118		118		
Chiry Ourscamps	1 019	1			C	1321	Taillis	La Noue		1 019	1 019		1 019		3 840 4 703
Chiry Ourscamps	1 476	1			C	1323	Taillis	L'ancienne chaussée		1 476	1 476		1 476		
Chiry Ourscamps	1 345	1			C	1325	Taillis	La Noue		1 345	1 345		1 345		
Chiry Ourscamps	530	1			C	1304	Taillis	Le Platier		530	530		530		
Chiry Ourscamps	55	1			C	829	Taillis	Le Platier		55	55		55		
Longueuil Annel	2 481	1			AI	122	Landes	Les Ajeux		2 481		2 481	2 481		46 557
Montmacq	106	1			A	2295	Peuplerais	Le Pont du Bac		106		106	106		
Pimprez	5 764	1			A	406	Pré	La Presserie		5 764	5 764		5 764		
Pimprez	3 185	1			A	186	Pré	Les Ecazieux		3 185		3 185	3 185		
Pimprez	875	1			A	187	Sol	3 rue des Ecazieux		875		875	875		
Pimprez	4 545	1			A	188	Patures	Les Ecazieux		4 545		4 545	4 545		
Pimprez	10 000	1			A	355	Taillis	Les Ecazieux		10 000		10 000	10 000		
Pimprez	16 592	1			A	401	Patures	Les Ecazieux		16 592		16 592	16 592		
Pimprez	11 360	1			A	402	Terre	Les Ecazieux		11 360		11 360	11 360		
Pimprez	13 965	1			A	209	Pré	Les Ecazieux		13 965		13 965	13 965		
Pimprez	669	1			A	388	Terre	Les Ecazieux		669		669	669		
Pimprez	44 733	1			A	490	Terre	La Grande pièce		44 733		44 733	44 733		
Pimprez	32 262	1			A	520	Eaux	Les Ecazieux		32 262		32 262	32 262		
Pimprez	523	1			A	523	Peupliers	La Prairie		68		68	68		
Pimprez	193	1			C	430		Pré de la Rouilly		193		193	193		
Pimprez	620	1			C	224	BT	Bois De Joncourt		620		620	620		
Ribécourt Dreslincourt	749	1			AL	15	Sol	Le saussoy ouest		749		749	749		
Ribécourt Dreslincourt	1 092	1			AL	125	Sol	Le saussoy ouest		1 092		1 092	1 092		
Ribécourt Dreslincourt	953	1			AL	16	Sol	Le saussoy ouest		953		953	953		
Ribécourt Dreslincourt	134	1			AL	124	Sol	Le saussoy ouest		134		134	134		
Ribécourt Dreslincourt	375	1			AL	128	Sol	Le saussoy ouest		375		375	375		
Ribécourt Dreslincourt			140	1	AL	14	Sol	Le saussoy ouest		140		140	140		
Ribécourt Dreslincourt	6 017	1			AM	52	Sol	245 rue de Bailly		6 017		6 017	6 017		
Thourotte			3 141	1	AD	28	Chemin	Le Prè Foulon		3 141		3 141	3 141		

Enquête parcellaire numéro 4 Secteur 1 CSNE  
Enquête publique du 26/06/2023 au 12/07/2023

MEMOIRE EN REPONSE DE LA SOCIETE CANAL SEINE NORD EUROPE

## Enquête parcellaire complémentaire N°4 Canal Seine Nord Europe Secteur 1



### MEMOIRE EN REPONSE De la Société du Canal Seine Nord Europe

### ENQUÊTE PUBLIQUE Du lundi 26 juin 2023 au mercredi 12 juillet 2023

## Préambule

Le commissaire enquêteur a rendu son procès-verbal de synthèse le 24/07/2023, dans lequel, il pose des questions et attend des éclaircissements de la part du maître d'ouvrage, en la Société CSNE.

## Méthodologie employée

Les questions sont reportées chronologiquement en couleur noire dans ce rapport. Chaque question posée par le commissaire-enquêteur est suivie par la réponse de la Société du CSNE matérialisée par la couleur bleue.

### Questions du commissaire enquêteur

#### Question page 8

Il est demandé à la Société du CS NE de bien vouloir vérifier et valider le périmètre de l'enquête présenté et analysé dans les tableaux ci-dessus.

#### Réponse SCSNE

Le tableau suivant présente une analyse croisée du contenu de l'enquête parcellaire en cours.

SCSNE Secteur 1										
Enquête parcellaire complémentaire n°4										
N°	Commune	Propriétaire		Répartition			Totale parcelles	% commune	Totale superficie m²	% superficie
		Publique SNCF	Privé	Acquisition SCSNE	AFAFE	Transfert de gestion				
1	Chiry Ourscamp		10		10		10	29.40%	5 288	1.0%
2	Longueil Annel		1	1			1	2.90%	2 481	0.4%
3	Montmacq		1	1			1	2.90%	106	0.0%
4	Pimprez		14	13	1		14	41.20%	434 831	96.0%
5	Ribécourt-Dreslincourt	1	6	6		1	7	20.6%	9 460	2.0%
6	Thourotte	1				1	1	2.90%	3 141	0.6%
		2	32	21	11	2				
6 communes		34		34			34	100%	455 307 m²	100.0%

L'analyse des données du tableau offrent le résumé suivant :

- 1- Volume de l'enquête : 34 parcelles
- 2- Communes concernées : 6 communes
- 3- Volume parcelles en AFAFE : 11 parcelles et en acquisition par la SCSNE : 21 parcelles pour un total de 32 parcelles identifiées appartenant aux personnes privées
- 4- Volume de parcelles en domaine public soumis au transfert de gestion : 2 parcelles.

Dans le cas d'espèce, le domaine public est la propriété de SNCF Réseau. Un bien public est inaliénable et ne peut faire l'objet d'acquisition.

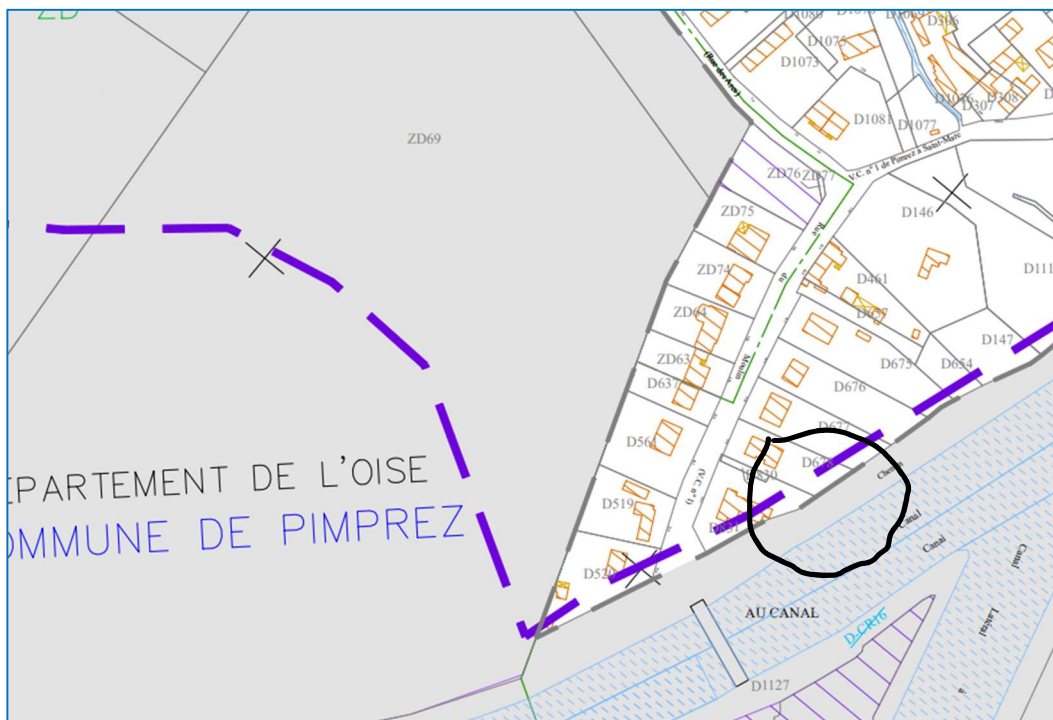
Sur le fondement de l'article L.2123-3 du Code général de la propriété des personnes publiques (CG3P), les personnes publiques peuvent opérer,

5- Superficie concernée : 45 ha 53 a 07 ca

*Compte tenu du nombre des observations et de leurs spécificités, une présentation de chacune entre elle a été effectuée. Des réponses propres à chacune de ces observations est attendue de la Société CSNE.*

**1<sup>ère</sup> catégorie : Observations relevant des compétences de la Société CSNE**

*Cette parcelle est en limite du périmètre de la DUP du projet de CSNE, avec une partie non construite incluse dans le périmètre de la DUP. (Voir l'extrait du plan parcellaire ci-dessous).*



Enquête parcellaire numéro 4 Secteur 1 CSNE  
Enquête publique du 26/06/2023 au 12/07/2023



*Ce permis de construire lui est actuellement refusé par la Communauté de communes des Deux Vallées, dans l'attente de la certitude de l'exclusion définitive de l'emprise du CSNE de la parcelle D 831.*

*Compte tenu de cette situation, Rémi et Guy BARSKI formulent les 3 questions suivantes :*

- La présente enquête parcellaire complémentaire N°4 sur le secteur 1, est-elle la dernière avant de définir définitivement le périmètre d'emprise du secteur 1 ?*
- Les parcelles non concernées par les EP 1 à 4 et non incluses dans le périmètre d'emprise du CSNE sont-elles libres de toute contrainte foncière de façon définitive ?*
- La parcelle D831 est-elle définitivement libre et hors du périmètre d'emprise du CSNE ?*

#### Réponse de la Société CSNE

Le refus de permis de construire a été prononcé par la Communauté de communes des Deux Vallées, pour autant, la Société CSNE ne peut interférer dans la gestion de droit des sols compétence propre à la collectivité territoriale.

Sur les 3 questions de Messieurs Rémi et Guy BARSKI, les réponses sont les suivantes :

#### Question n°1

- La présente enquête parcellaire complémentaire N°4 sur le secteur 1, est-elle la dernière avant de définir définitivement le périmètre d'emprise du secteur 1 ?*

#### Réponse de la Société CSNE

Des enquêtes parcellaires complémentaires seront probablement nécessaire en fonction des ajustements techniques en phase chantier.

#### Question n°2

- Les parcelles non concernées par les EP 1 à 4 et non incluses dans le périmètre d'emprise du CSNE sont-elles libres de toute contrainte foncière de façon définitive ?*

#### Réponse de la Société CSNE

Comme indiqué ci-dessus, le périmètre du secteur 1 ne sera définitivement stabilisé qu'au démarrage des travaux de génie civil, par conséquent, les parcelles qui sont incluses dans le faisceau de la déclaration d'utilité publique ne sont pas libres de toutes contraintes foncières tant que les travaux ne sont pas achevés.

#### Question n°3

- La parcelle D831 est-elle définitivement libre et hors du périmètre d'emprise du CSNE ?*

#### Réponse de la Société CSNE

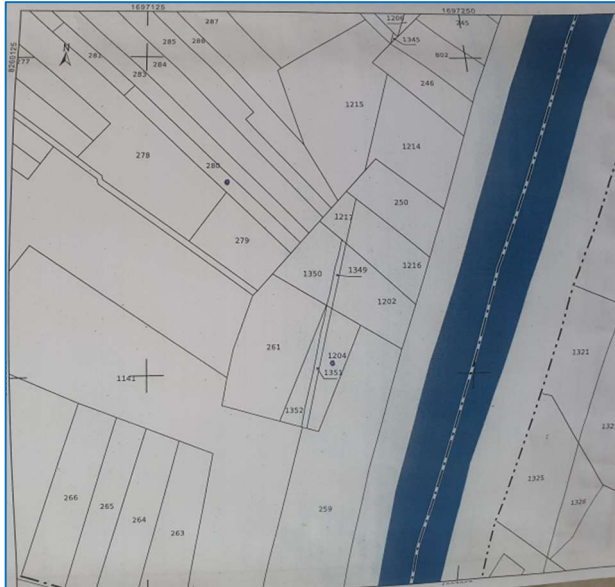


La parcelle D831 est définitivement libre et hors des emprises du CSNE.

**Observation n°2- Monsieur Claude VERVIN – Commune de CHIRY-OURSCAMPS**

Domicilié 269, rue de GODERVILLE à CARLEPONT (60170).

Tel : 03 44 75 29 77 / 06 05 20 77 86.



Claude VERVIN est propriétaire de deux parcelles en indivision avec la fille de sa sœur décédée sur la commune de Chiry-Ourscamps : parcelles de bois, non exploitées C1204 et C280.

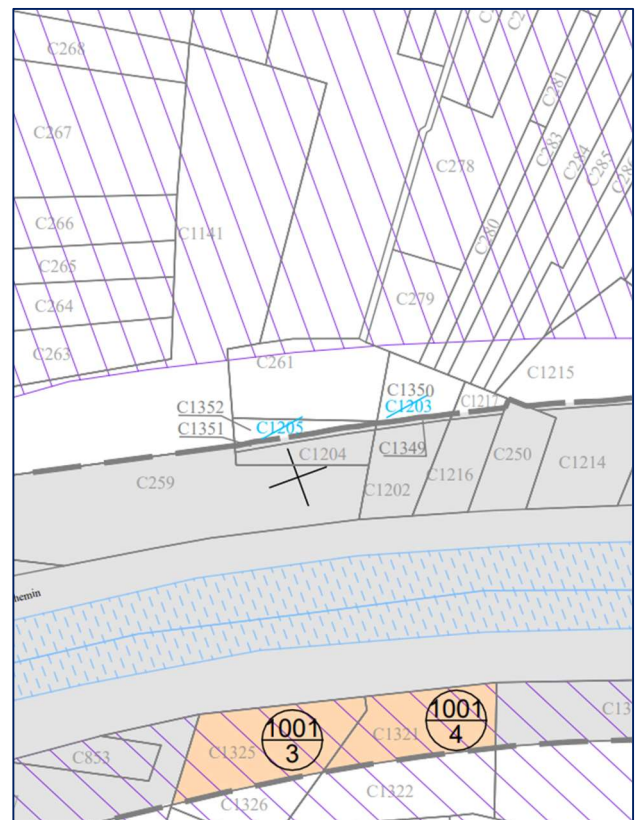
D'après le plan parcellaire, la situation de ces deux parcelles vis-à-vis de l'emprise du CSNE est la suivante :

- Parcelle C 1204 incluse dans le périmètre d'emprise du CSNE ;
- Parcelle C 280 en dehors de l'emprise du CSNE.

Claude VERVIN dit n'avoir reçu aucune notification de l'inclusion de la parcelle C 1204 dans le périmètre de l'emprise du CSNE, suite aux EP1, 2 et 3.

Il pose, en conséquence les deux questions suivantes :

- Demande d'une confirmation et d'une notification par la SCSNE de l'inclusion effective de la parcelle C 1204 dans l'emprise du CSNE (EP 1, 2 ou 3) ;
- En cas de confirmation de l'inclusion de cette parcelle dans l'emprise du CSNE, demande d'une acquisition directe par la SCSNE compte tenu du fait qu'il s'agit d'une parcelle de bois, non exploitée.



**Question n°1**

- Demande d'une confirmation et d'une notification par la SCSNE de l'inclusion effective de la parcelle C 1204 dans l'emprise du CSNE (EP 1, 2 ou 3)

#### Réponse de la Société CSNE

La société du canal Seine Nord Europe doit acquérir les parcelles C 1202 et 1204. Lors de l'établissement de l'état parcellaire, les informations recueillies indiquaient que ces parcelles appartenaient à M André Vervin sans autre élément concernant une éventuelle indivision et règlement successoral.

Ces parcelles ont été incluses dans l'enquête parcellaire (EP1) qui s'est déroulée en novembre 2019 sous le timbre de M André Vervin. La notification de l'arrêté d'ouverture d'enquête parcellaire lui a été adressée par lettre recommandée avec accusé de réception le 18 septembre 2019.

Ce propriétaire étant décédé le 19 juin 1990 et sans autre indication d'éventuels héritiers, il a été procédé à un affichage en mairie de cette notification ( cf certificat d'affichage signé par le maire le 15 novembre 2019).

Suite à cette enquête parcellaire, l'arrêté de cessibilité a obtenu le 6 juillet 2020, l'ordonnance d'expropriation le 9 juillet 2020. Ces deux actes ont été notifiés à M Vervin, le 2 novembre 2020 par lettre recommandée avec accusé de réception.

#### Question n°2

- *« En cas de confirmation de l'inclusion de cette parcelle dans l'emprise du CSNE, demande d'une acquisition directe par la SCSNE compte tenu du fait qu'il s'agit d'une parcelle de bois, non exploitée. »*

#### Réponse de la Société CSNE

En l'absence d'informations sur le règlement successoral de M André Vervin, la SCSNE a engagé la procédure de fixation judiciaire de l'indemnité de dépossession foncière.

S'agissant de la parcelle C 1202, un jugement indemnitaire a été rendu le 19 mai 2022 et l'indemnité de dépossession foncière de 492.84 euros consignée à la caisse des dépôts et consignation le 6 juin 2023.

S'agissant de la parcelle C 1204, le transport sur les lieux par le juge a eu lieu le 22 juin 2023, le jugement est attendu pour cet automne.

La proposition indemnitaire est de 1 180.88 euros pour la parcelle C 1204

Si les héritiers de M André Vervin optent pour une négociation amiable, il convient qu'ils se fassent connaître et présentent l'acte de notoriété justifiant de leur qualité.

#### **Observation n°3- Monsieur RICHARD – Commune de PIMPREZ**

*Alain RICHARD est voisin du domaine de Pimprez (Les Ecazieux) en propriété de Jeffrey MARTIGNY.*

*Tel 06 09 94 40 19 / 03 44 76 97 27.*

*M RICHARD est propriétaire d'un pavillon situé sur les parcelles A397 et A398.*

*Le chemin d'accès est situé sur le domaine de Pimprez de M MARTIGNY. Cet accès, ainsi que les réseaux d'alimentation en eau et en électricité et de téléphone font l'objet d'une servitude perpétuelle de la part de M MARTIGNY et de la Commune de PIMPREZ.*

#### Question n°1

- *M RICHARD se demande comment seront pris en compte les servitudes actuelles à la suite de la vente du Domaine de Pimprez à la Société du CSNE. Il annonce demander un rendez-vous avec Mme Duaa ALAMAT, responsable foncier du secteur 1 du CSNE pour examiner sa situation particulière.*

#### Réponse de la Société CSNE

Une servitude de passage a été indiquée dans l'acte notarié du 26/06/2008.

Les parcelles faisant parties du fond dominant, cadastrée A397 et A398 appartiennent à M RICHARD.

La parcelle faisant partie du fond servant, cadastrée A 401 appartient à M. et Mme. MARTIGNY et fait l'objet de cette enquête.

En ce qui concerne la matérialisation de la servitude, un chemin d'accès passant par la parcelle cadastrée A400 dans le domaine public de la commune de PIMPRESZ et longeant la parcelle A401 sur sa partie Sud, dessert la propriété de M. RICHARD.

En cas de rachat des biens appartenant à M. Martigny et grevés de servitude, la SCSNE examinera à quelles conditions ces servitudes pourront être maintenues.

#### **Observations n°4- Demandes d'information de deux habitants de LONGUEUIL ANNEL**

*Ces deux habitants s'interrogent, notamment sur les impacts du projet sur les espaces verts et le cadre écologique de Longueuil Annel portant en particulier sur les points suivants :*

- *Suppression du bras mort de l'Oise qui rejoint le bassin des Joutes avec les incidences pour les bateliers en résidence avec 5 bateaux hébergeant 5 familles.*
- *Suppression/ interruption de la promenade du « Bec dans l'eau » sur le secteur du beau rivage.  
Et remise en cause du projet de chemin de randonnée de la CC2V et du département de l'Oise de 12/14km allant du Musée de la batellerie à Longueuil jusqu'au Plessis-Brion.  
Demande de connaissance des impacts de la remise en cause de cette promenade pour les pêcheurs, jouteurs et randonneurs et des mesures de compensation prévue dans le projet du CSNE. (Projet de création d'une nouvelle passerelle qui permettrait d'assurer la continuité du chemin de randonnée du « Bec dans l'eau ».*
- *Suppression du « Pont de l'Ecureuil » ou « Pont à Bosse » permettant de franchir le bras mort de l'Oise qui sera comblé.*
- *Impact des piliers de la future écluse de NOYON qui traverseront la nappe phréatique ; demandent à connaître les impacts sur la nappe phréatique.*

*De façon générale, quel devenir des captages d'eau au niveau des villes traversées par le CSNE et des incidences sur l'alimentation en eau de ces villes.*

- *Demande de confirmation du rattachement à la berge de l'île de Janville.*

**Question à la Société du CSNE pour répondre à ces demandes d'information :**

- *Sur quels documents avoir connaissance des impacts environnementaux du projet de CSNE en matière de ressource en eau et de respect de la biodiversité sur le secteur de Longueuil-Annel ?*
- *De façon générale, sur quels documents avoir connaissance du contenu de l'étude d'impact environnementale*

*La SCSNE est invitée à fournir les liens internet vers les rubriques et études sur le site de la SCSNE permettant à ces deux personnes de consulter les études et documents répondant à leurs attentes et interrogations.*

*Adresse mail : « anemone.cc@orange.fr »*

**Réponse de la Société CSNE**

Les demandes des deux habitants de Longueuil-Annel ne relèvent pas de l'objet de l'enquête parcellaire. Elles renvoient aux procédures d'autorisation environnementale, d'une part celle déjà menée entre 2019 et 2021 pour le secteur 1 entre Compiègne et Passel et qui a débouché sur l'autorisation environnementale de réaliser les travaux du CSNE sur ce secteur délivrée par arrêté de la Préfète de l'Oise daté du 8 avril 2021 et d'autre part, celle en cours pour les autres secteurs du Canal Seine-Nord Europe entre Passel et Aubencheul-au-Bac pour laquelle une enquête publique préalable à l'autorisation environnementale est prévue en fin d'année 2023.

Toutefois, à titre d'information et dans un souci de transparence, la SCSNE apportera, par ailleurs, à ces habitants, des éléments de réponse à leurs questions.

**Observation n°5- Messages d'opposition au projet de CSNE**

*Deux messages d'habitants de Choisy au Bac (Brigitte et Hubert PELLIEUX) sur le registre de Montmacq, s'opposant au projet du CSNE et à l'acquisition de parcelles en date du 12/07/2023 sur le registre de Montmacq.*

*Motifs de cette opposition :*

- *Projet inutile,*
- *Atteintes à l'environnement (partie sauvage de l'Oise, coupe des arbres abritant des espèces protégées comme le Martin Pêcheur, , )*
- *Incidences de l'alimentation du canal Seine Nord Europe sur la ressource en eau (sur le débit des rivières Oise et Aisne, fragilisation des nappes phréatiques, rebouchage de l'Oise).*

Hubert PELLIEUX a formulé la même observation sur le registre de Thourotte à laquelle il a ajouté les deux observations/ questions suivantes :

- Quel est l'impact du projet de CSNE sur les emprises et l'activité de la SNCF ?
- M PELLIEUX souligne l'absence de prise en compte des avis des citoyens et des élus de la Communauté de communes des Deux vallées.

La Société CSNE pourra indiquer les documents et études présentes sur le site internet de la SCSNE apportant des réponses aux interrogations de Brigitte et Hubert PELLIEUX.

#### Réponse de la Société CSNE

L'avis exprimé et les questions posées par Mme et M. Pellieux ne relèvent pas de l'objet de l'enquête parcellaire. Ils renvoient d'une part à l'opportunité du Canal Seine-Nord Europe qui a été tranchée par la déclaration d'utilité publique obtenue dès 2008 et confirmée en 2017 et d'autre part aux procédures d'autorisation environnementale.

Pour le secteur 1 entre Compiègne et Passel, celle-ci a déjà été menée entre 2019 et 2021 et a débouché sur l'autorisation environnementale de réaliser les travaux du CSNE sur ce secteur délivrée par arrêté de la Préfète de l'Oise daté du 8 avril 2021.

Pour les autres secteurs du Canal Seine-Nord Europe entre Passel et Aubencheul-au-Bac, la procédure est en cours et une enquête publique préalable à l'autorisation environnementale est prévue en fin d'année 2023. Toutefois, à titre d'information et dans un souci de transparence, la SCSNE apportera, par ailleurs, aux époux Pellieux, des éléments de réponse à leurs questions.

<b>2<sup>ème</sup> catégorie : Questions propres au Commissaire enquêteur à propos du domaine de PIMPRESZ</b>
---

#### **Questions du commissaire enquêteur :**

- Quelle est la surface du Domaine des Ecazieux strictement nécessaire à la Société du CSNE en termes de travaux et d'aménagement connexes (dépôts de déblais, zones de stockages...) ?

#### Réponse de la Société CSNE :

Pour répondre aux obligations environnementales, la SCSNE doit créer des zones humides qui sont des lieux de biodiversité plus riches que des simples étendues d'eau. A cette fin, elle a acquis et doit encore acquérir des étangs qui seront comblés partiellement avec les déblais du chantier. Ces déblais sont donc nécessaires pour transformer les étangs en zones humides tels que la réglementation les désigne. Ce comblement est partiel afin de laisser affleurer des zones d'eau plus ou moins profondes facilitant l'émergence d'une végétation



aquatique ou semi-aquatique. Ces zones accueilleront une faune et une flore diversifiées où des espèces trouveront des sites adaptés pour se développer.

L'acquisition complète du site des Ecazieux constitue, de ce fait, une double opportunité :

- D'une part pour créer des zones humides d'envergure sur les étangs existants ainsi que sur les prairies adjacentes. Par ailleurs la création du site nécessite des investissements conséquents qui ss'amortissent mieux sur des surfaces plus importantes, à la fois en création de la zone, mais aussi en suivi à très long terme.
  - D'autre part, pour optimiser les flux de véhicules transportant les déblais au regard de la proximité du chantier. Les volumes de matériaux de ce site sont estimés à environ 400.000 m<sup>3</sup> ce qui correspond à 10% des évacuations à prévoir sur le secteur de Compiègne à Passel. D'autres sites de compensations sont à l'étude mais celui des Ecazieux est le plus proche du projet.
- *Quelles sont les superficies supplémentaires que le propriétaire est prêt à vendre à la SCSNE en cédant la totalité de son domaine ?*

Réponse de la Société CSNE : L'ensemble des parcelles des Ecazieux, sujet de la présente enquête complémentaire, est composé de 10 parcelles répertoriées dans le tableau ci-dessous. Une carte est jointe à ce document en tant qu'annexe pour illustrer ces informations.

Propriétaires	Commune de Pimprez Parcelle	Adresse/ Lieudit	Superficie	Nature réelle	Observation
SCI les Ecazieux	A 209	Les écazieux	1ha 39a 65ca	étang	Cette parcelle est concernée par l'EP4.
SCI les Ecazieux	A520	Les écazieux	32ha 22a 62ca	Bois-taillis en bordure	Cette parcelle concerne une subdivision de la parcelle mère A488, couvrant une superficie de 32ha 33a 98ca. Par ailleurs, l'autre parcelle fille, cadastrée A519, était intégrée dans le périmètre de l'Enquête parcellaire 3 (EP3).
SCI les Ecazieux	A388	Les écazieux	6a 69ca	Bois-taillis en bordure	Cette parcelle est concernée par l'EP4.
SCI les Ecazieux	A490	La grande pièce	4ha 47a 33ca	pré	Cette parcelle est concernée par l'EP4.
M MARTINY	A186	Les écazieux	31a 85 ca	Bois Taillis	Cette parcelle est concernée par l'EP4.
M MARTINY	A187	3 rue des Ecazieux	8a 75 ca	Bâtiments	Cette parcelle est concernée par l'EP4.

M MARTINY	A188	Les écazieux	45a 45ca	Bâtiments	Cette parcelle est concernée par l'EP4.
M MARTINY	A355	Les écazieux	10a 00ca	Jardin	Cette parcelle est concernée par l'EP4.
M MARTINY	A401	Les écazieux	1ha 65a 92ca	pré	Cette parcelle est concernée par l'EP4.
M MARTINY	A402	La grande pièce	1ha 13a 60ca	pré	Cette parcelle est concernée par l'EP4.

Il est important de rappeler que la parcelle A519 était incluse dans l' enquête parcellaire précédente (EP1) et fait partie du domaine des Ecazieux (SCI les Ecazieux). Cette parcelle découle de la division de la parcelle mère A488.

Propriétaires	Commune de Pimprez Parcelle	Adresse/Lieudit	Superficie	Nature réelle
SCI les Ecazieux	A 519	Les écazieux	11a 36ca	Bois Taillis

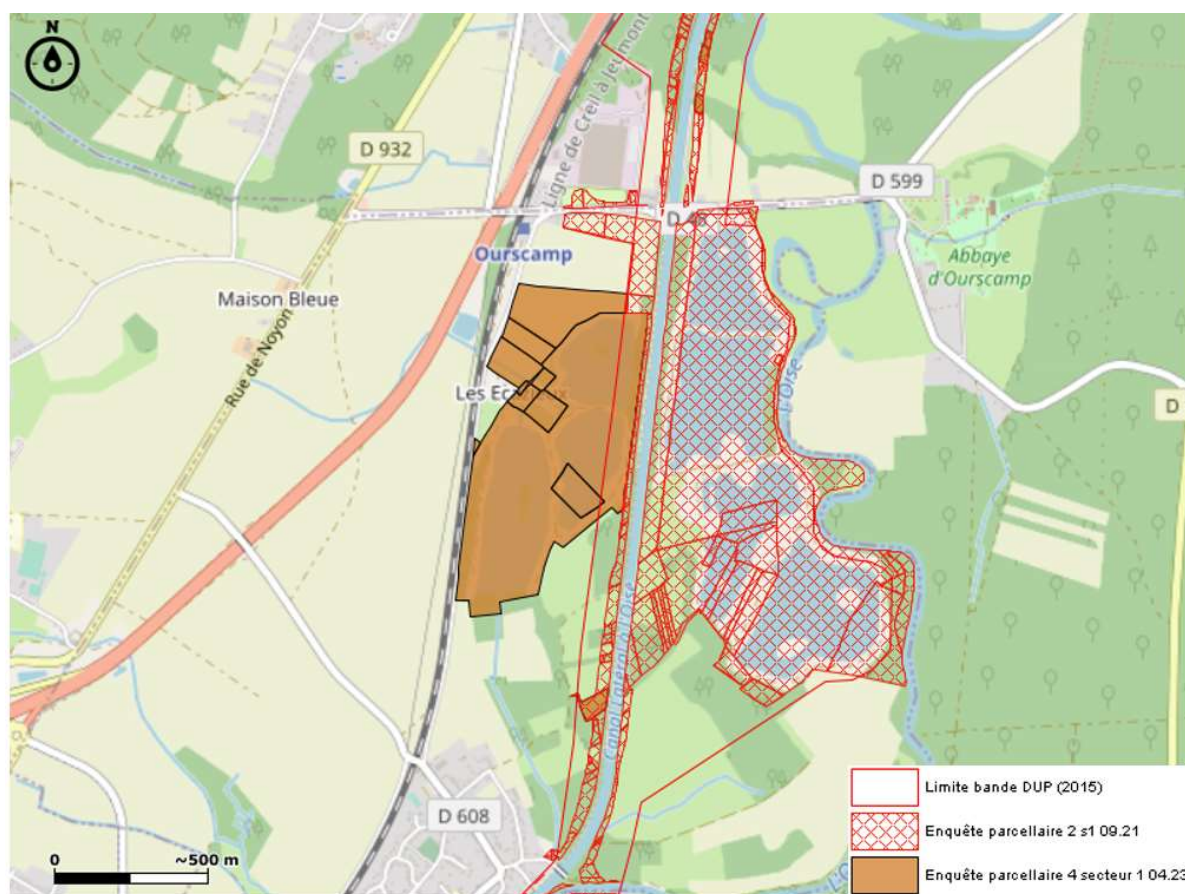
Une autre parcelle sera également incluse dans la négociation globale avec la SCI les Ecazieux. Il s'agit de la parcelle cadastrée A388.

Propriétaires	Commune de Pimprez Parcelle	Adresse/Lieudit	Superficie	Nature réelle
SCI les Ecazieux	A 388	Les écazieux	6a 69ca	Bois-taillis en bordure

- *De quelle façon et selon quel mode de gestion, la société du CSNE prévoit-elle d'organiser la partie du domaine consacrée aux compensations environnementales ?*

Réponse de la Société CSNE : Dans un 1er temps, un plan de gestion sera réalisé pour définir précisément les travaux à exécuter et les modalités de gestion du site. Les travaux seront ensuite effectués par la SCSNE. A l'issue des travaux, un appel à projet sera lancé pour confier la gestion du site à un organisme qualifié et spécialisé dans les milieux naturels.





**PHOTOS DU DOMAINE DE PIMPRESZ  
SCI LES ECAZIEUX  
24 MAI 2023**





